

# Débat d'Orientation Budgétaire 2022

Vu pour être annexé à la délibération  
n° 33 du 29/03/2022  
du 29/03/2022  
Fait à Muzillac, le 29/03/2022

Le Président,  
Bruno LE BORGNE



Conseil Communautaire 29 mars 2022

# Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)

Dans les intercommunalités comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, le Président présente au Conseil Communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat en Conseil Communautaire qui permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. (articles L.2312-1 et L.5211-36 du CGCT)

La Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 07 août 2015, notamment son article 107, est venue renforcer l'obligation d'information des élus, Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) devant s'effectuer sur la base d'un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB). Le Décret N°2016-841 du 24 juin 2016 en a précisé les éléments constitutifs. (articles D.2312-3 et D.52-11-18-1 du CGCT)

- **Les orientations budgétaires envisagées** portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en précisant les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et de relations financières entre les communes et la communauté de communes ;
- **La présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations en matière de programmation des investissements comportant une prévision des dépenses et des recettes ;
- **Des informations relative à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée et les perspectives pour le projet de budget ;**
- **La présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs**, notamment l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail (pour les communes de plus de 10 000 habitants et les intercommunalités de plus de 10 000 habitants comprenant une commune de plus de 3 500 habitants).

La Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques (LPPF) pour les années 2018 à 2022 contient de nouvelles règles avec effet immédiat. A l'occasion du DOB, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités présente ses objectifs pour le budget principal et l'ensemble des budgets annexes concernant :

- **L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement**, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement;
- **L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.**

# Le contenu du Rapport d’Orientation Budgétaire

## 1- Contexte général

- 1-1 : Situation économique
- 1-2 : Contexte institutionnel
- 1-3 : Mesures de la Loi de finances 2022 affectant Arc Sud Bretagne

## 2- Tendances des finances locales

- 2-1 : Résultats de clôture
- 2-2 : Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles 2018-2021
- 2-3 : Ratios de gestion
- 2-4 : Encours de la dette budgets principal et annexes
- 2-5 : Charges de personnel

## 3- Orientations budgétaires 2022

- 3-1 : Evolution des ressources et particulièrement celles des dotations de l’Etat
- 3-2 : Revalorisation des bases fiscales
- 3-3 : Relations financières avec les communes
- 3-4 : Projets DOB 2022 en proposition d’inscription au budget principal
- 3-5 : Projets DOB 2022 en proposition d’inscription aux budgets annexes
- 3-6 : Besoins et moyens de financement
- 3-7 : Stratégie en matière de dette
- 3-8 : Recettes et dépenses réelles prévisionnelles 2022

# 1- Contexte général

---

**1-1 : Situation économique**

**1-2 : Contexte institutionnel**

**1-3 : Mesures de la Loi de Finances 2022, affectant Arc Sud Bretagne**

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# 1-1 Situation économique

## Une crise sanitaire aujourd'hui maîtrisée dans les pays développés

Face à la crise sanitaire, des mesures économiques prises par les gouvernements et les institutions supranationales ont permis de limiter l'ampleur de la crise économique dont l'évolution est étroitement corrélée à la résolution de la crise sanitaire. La pandémie est aujourd'hui maîtrisée dans les grandes puissances économiques, et les indicateurs de santé de l'économie et des marchés financiers étaient au plus haut fin 2021.

## Des politiques budgétaire et monétaire sans précédents

Sur le plan budgétaire, les politiques se sont focalisées d'abord sur le soutien à l'économie avant de favoriser la relance. En France, les plans de soutien se sont concentrés sur les dispositifs d'indemnisation des entreprises et des citoyens suite à l'arrêt de (financement du chômage partiel et prêts garantis par l'Etat). Le plan France Relance de 100 Mds d'euros doit financer des projets dans les secteurs de l'écologie (30 Mds), de la compétitivité (34 Mds) et de la cohésion (36 Mds). En Europe, le plan de relance NextGenerationEU (2 000 Mds€) doit « contribuer à la reconstruction de l'Europe de l'après-COVID-19, une Europe plus verte, plus numérique et plus résiliente ».

Sur le plan monétaire, les banques centrales ont maintenu leurs taux bas et développer leurs instruments de politique non conventionnelle afin de permettre aux acteurs (Etats, banques, entreprises, ménages) de s'endetter dans de bonnes conditions.

## Economie mondiale : une santé retrouvée en 2021 mais des incertitudes pour 2022

Les différents dispositifs de soutien à l'économie ont permis une reprise d'activité économique rapide dès la fin des mesures de confinement. Du côté de la croissance économique, les prévisions d'abord pessimistes se sont progressivement et rapidement améliorées. Même si le PIB mondial a reculé de 3,4%, un rebond économique important a été observé en 2021. Ce haut niveau d'activité aurait du se poursuivre en 2022 mais le conflit en Ukraine est venu fragiliser cette reprise rendant les prévisions de croissance incertaines.

Source : Finances actives

# 1-1 Situation économique

## Retour de l'inflation

Le cours du pétrole Brent ne cesse de grimper, et cote en février 2022 aux alentours des 97 USD, faisant mécaniquement s'envoler l'indice des prix à la consommation. Qui plus est, d'autres éléments conjoncturels poussent les prix à la hausse depuis la sortie des confinements : des difficultés de recrutement, des hausses de salaires, une désorganisation des chaînes d'approvisionnement, une pénurie de matières premières entraînant la hausse de leur prix. Au niveau des matières premières, l'impact du coût de pétrole se fait sentir directement à la pompe. En France le prix au litre n'a jamais été aussi élevé, dépassant les 2€.

## Des taux d'intérêt euro stabilisés à des niveaux bas

Sur le marché interbancaire, l'évolution des taux Euribors jusqu'à l'échéance 12 mois est quasiment inexistante depuis 2021. Les opérateurs de marché pariant sur une remontée des taux directeurs dans un avenir assez lointain, ceux-ci ne devant redevenir positif qu'en septembre 2027.

Au-delà de la politique monétaire de la BCE qui influence les taux courts comme longs, un autre élément vient depuis peu perturber les mouvements de taux longs : l'inflation.

Le contexte de taux de marché très bas voire négatif selon les maturités d'emprunt, reste cependant favorable au recours à l'emprunt en zone euro. Les taux courts sont attendus à rester négatif à moyen terme, et les taux longs devraient également rester à des niveaux avantageux.

# 1-1 Situation économique

## Focus sur la France

En 2020, la croissance française a baissé de 8%, alors que l'inflation était de 0,5%.

En 2021, d'après les prévisions de l'OCDE (sept 2021), le PIB devrait croître de 6,3%, illustrant un effet rattrapage post confinement avec une consommation accrue, un regain de confiance dans l'avenir grâce à l'amélioration de la situation sanitaire, un chômage en baisse, une reprise de la production des entreprises et l'amélioration de l'environnement économique.

En 2022, il était prévu une augmentation du PIB français de façon importante mais moins soutenue, à hauteur de 4%, revenant ainsi sur un niveau de croissance plus proche du potentiel de croissance réelle du pays, mais surfant tout de même sur les effets de la relance budgétaire du gouvernement et des autres relances mondiales.

Du côté de l'inflation, après une croissance des prix de 0,5% en 2020, celle-ci devrait atteindre 1,9% en 2021 et 1,4% en 2022. Le chiffre assez élevé en 2021, aurait du baisser compte tenu du caractère conjoncturel des facteurs inflationnistes mais les conséquences du conflit ukrainien sur les prix de l'énergie, des carburants et de certaines matières premières remettent en cause ces prévisions.

La hausse des prix durant plus longtemps et étant plus importante que prévue pourrait entamer la croissance.

Sur le marché du travail, l'onde de choc provoquée par la crise sanitaire a été amortie. L'emploi salarié a augmenté en 2021 dépassant de 1 % son niveau pré-pandémique. Les créations d'emploi combinées à la hausse de la population active ont entraîné un recul du chômage. De 8,9 % au T3 2020 à 7,6 % au T4 2021, le taux de chômage ressort plus bas qu'avant la crise. Néanmoins, la normalisation du marché du travail s'est accompagnée du retour des difficultés en termes de recrutement (premier frein à l'activité des PME et TPE). D'après un sondage de l'INSEE, 56,9 % des entreprises dans l'industrie française estimaient éprouver des difficultés en termes de recrutement en décembre 2021.

# 1-2 Contexte institutionnel

## Finances publiques locales : des dépenses toujours expansionnistes malgré la reprise

Après deux années marquées par le financement de la réponse à la crise sanitaire, les finances publiques auraient du retourner sur une trajectoire relativement durable à partir de 2022.

D'après le projet de loi de finances (PLF) 2022, le déficit public devait atteindre 8,4 % du PIB en 2021 (après 9,1 % en 2020) et baisser à 4,8 % en 2022.

Le budget 2022 reste relativement expansionniste en maintenant un niveau de dépenses publiques à 55,6 % du PIB (contre 53,8 % en 2019). Ainsi, le gouvernement comptait davantage sur la conjoncture économique favorable plutôt que sur des mesures structurelles de réduction des dépenses ou d'augmentation des recettes afin de réduire les déséquilibres des finances publiques.

Dans ce contexte, la viabilité des finances publiques françaises dépendra principalement de la consommation des ménages (principal moteur de la croissance économique) qui pourrait être remis en cause par une inflation durablement plus élevée qu'attendu et un marché du travail moins dynamique qu'attendu qui conduirait à un ralentissement des revenus d'activité.

Pour faire face aux conséquences du conflit ukrainien sur la hausse des prix de l'énergie et des carburants, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures de soutien aux ménages et aux entreprises qui fragilise les prévisions de baisse du déficit des finances publiques.



# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne

### Loi de finances (LFI) 2022

Le cru 2022 de la Loi de finances comporte peu d'articles significatifs pour les collectivités avec un faible impacts sur leurs finances.

C'est le dernier de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018 2022 tout comme le dernier de l'actuel quinquennat qui se conclura en avril 2022.

Il s'agit donc d'un document de fin de cycle contenant des ajustements sur les réformes fiscales et marquant également la continuité du plan de relance lié à la crise sanitaire.

Les principales mesures concernent la réforme des indicateurs fiscaux et financiers, l'expérimentation de la recentralisation du RSA, et le doublement de la dotation biodiversité.

On est donc loin des précédentes lois de finances lourdes de conséquences pour les collectivités : suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réforme des impôts de production, stabilisation des concours financiers de l'État et incitation à la modération des dépenses de fonctionnement avec le dispositif de contractualisation.

Cependant certains des articles 2022 devraient avoir une suite dans les années à venir, notamment autour de la logique de ressources des collectivités, de l'investissement de relance et surtout de la transition.

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022 affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

## Des transferts financiers de l'État aux collectivités en augmentation

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle. Ils atteignent 105,5 Mds € à périmètre courant, en hausse de 1,2% (1,3 Mds) par rapport à la LFI 2021. Cette augmentation est principalement liée à la fiscalité transférée.

Ces concours progressent sous l'effet de nouvelles mesures :

- création d'une dotation de compensation de la baisse du dispositif de compensation périmée (DCP) pour les départements (52 M€)
- instauration d'un fonds d'urgence au profit des collectivités sinistrées par la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes (150 M€)
- doublement de la dotation biodiversité, bénéficiant aux collectivités hébergeant des zones naturelles protégées sur leur territoire (10 M€)

Transferts financiers aux collectivités locales		2022 : 105,5	2021 : 104,2
Fiscalité transférée	40,1 (37,3)	Financement de la formation professionnelle	0,7 (0,9)
<b>Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage</b>			
Subventions autres ministères	4,7 (4,4)	Dégrèvements législatifs	6,7 (9)
		Amendes de police	0,6 (0,6)
<b>Concours financiers de l'État aux collectivités locales</b>		<b>2022 : 52,7</b>	<b>2021 : 52,1</b>
Prélèvements sur recettes dont	43,2 (43,4)	Mission RCT dont	4,6 (4,2)
DGF	26,798	DGD	1,550
FCTVA	6,500	DETR	1,046
DCRTP	2,880	DSIL (communes et groupements)	0,907
Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels	3,642	DSI Départements	0,212
Dotations régionale	0,661	Comp. régions frais de gestion TH	0,293
Comp. exonérations fiscales	0,581	TVA des régions	4,7 (4,3)
		TVA fonds de sauvegarde départements	0,2 (0,2)

Source : *launes budgétaires 2022*

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

**Prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales en 2022 : un niveau de DGF stabilisé**

Les PSR de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (41%)

Les PSR s'élevaient à 43 22 Mds € en hausse par rapport à la LFI 2021 Cette évolution est principalement due à :

- la hausse de compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et CFE des locaux industriels, afin de neutraliser les effets de la réforme des impôts de production (352 M€) ;
- l'augmentation de compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale due essentiellement à la progression de la compensation de l'exonération de CFE pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 € (41 M€) ;
- la baisse de deux dotations au titre de la minoration des variables d'ajustement (50 M€) ;
- la diminution du FCTVA (46 M€) .

Il reste à noter l'expérimentation de la recentralisation du RSA en Seine Saint Denis qui entraîne la baisse du FMDI puisque la part concernant le département 93 de ce fonds est récupérée par l'État.

La DGF 2022 est stable avec un montant de 26 798 Mds €, 18 3 Mds pour le bloc communal et 8 5 Mds pour les départements.

L'évolution du montant de la DGF à périmètre courant par rapport à 2021 tient à deux mesures de périmètre :

- ajustement du montant de la dotation de compensation du département de la Réunion afin de tirer les conséquences de la recentralisation du financement du RSA
- absence de nouvel abondement du fonds d'aide au logement d'urgence (FARU)

### **Variables d'ajustement comme en 2021 une baisse très réduite en 2022**

La loi de finances prévoit une minoration très limitée des variables d'ajustement de 50 M€ pour 2022 uniquement fléchée sur les régions. Elle concerne à part égale la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et la dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale.

Lés-variables d'ajustement du bloc communal et des départements sont épargnées

Source : Caisse Epargne DOB 2022

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022 affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

La mesure phare de la LFi 2022 : la réforme des indicateurs financiers

## LE RÔLE DES INDICATEURS FINANCIERS

**LE POTENTIEL FISCAL** : C'est un indicateur de richesse fiscale. Il correspond à la somme que produirait les taxes directes de la collectivité si l'on appliquait aux bases le taux moyen national d'imposition. Il mesure la capacité qu'à la collectivité à lever des produits fiscaux sur son territoire.

**LE POTENTIEL FINANCIER** : correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire perçue par les communes.

**L'EFFORT FISCAL** : permet de mesurer la pression fiscale exercée sur le territoire de la collectivité. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux levés sur le territoire de la commune (commune et EPC) et le potentiel fiscal.

## L'UTILISATION DES INDICATEURS DANS LE CALCUL DES DOTATIONS

La Dotation Forfaitaire (DF)  
La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)  
La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)  
La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)  
LE FSRIF (attribution et contribution)  
LE FPIC (attribution et contribution)

La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)  
La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)  
La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)  
LE FPIC (attribution)

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

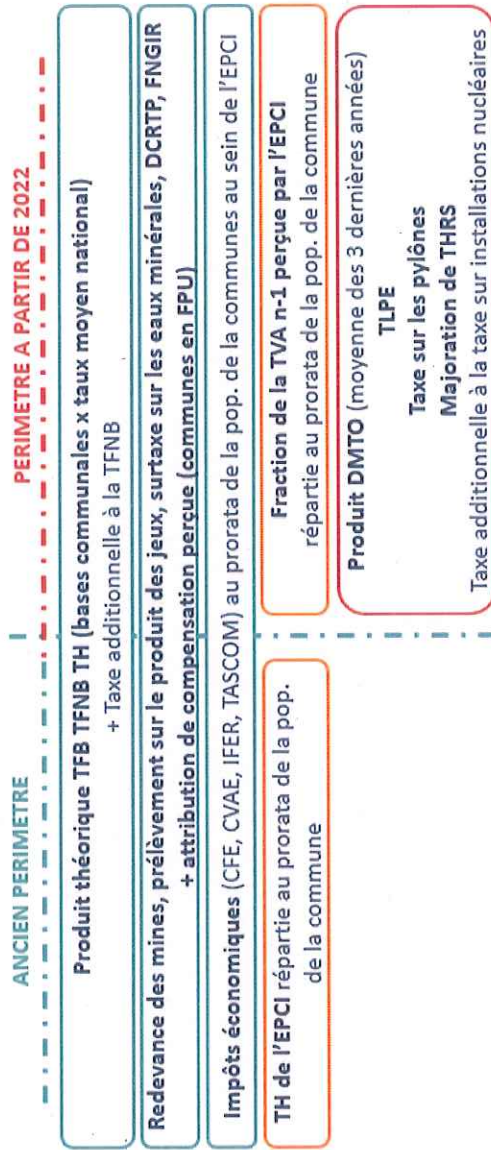
Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

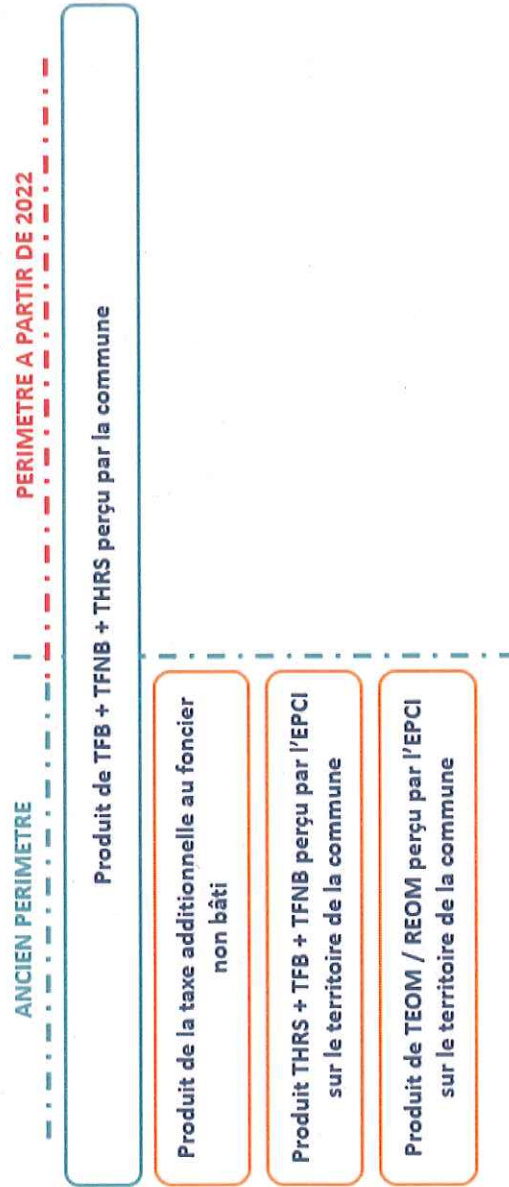
# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

### ➤ Intégration de nouvelles ressources dans le calcul du potentiel fiscal



### ➤ Modification du périmètre de calcul de l'effort fiscal



# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022 affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

L'effort fiscal sera calculé à compter de 2022 par le rapport entre le produit des taxes directes levées par la commune et le produit des mêmes taxes en y appliquant le taux moyen national. On passe donc d'une logique de pression fiscale sur le territoire communal à une logique d'évaluation de la mobilisation de la richesse fiscale communale.

A noter que le Comité des Finances Locales a recommandé en juillet 2021 le remplacement de l'effort fiscal par le revenu par habitant. Ainsi, les futures lois de finances pourraient modifier de manière plus conséquente cet indicateur financier.

## Quelles conséquences de la réforme sur les dotations et les fonds de péréquation ?

### ➤ Impact possible en cas de hausse plus importante que la moyenne du potentiel fiscal

✗ Perte de l'éligibilité	➤ Diminution des attributions	➤ Hausse des contributions
➤ Part principale de la DNP	➤ Part principale DNP	➤ Ecrêtement DF
➤ 3 fractions de la DSR	➤ 3 fractions de la DSR	➤ FPIC
➤ DSU	➤ DSU	➤ FSRIF
➤ FPIC (bénéficiaire)	➤ FPIC	
➤ FSRIF (bénéficiaire)	➤ FSRIF	

### ➤ Impact possible en cas d'une diminution plus importante que la moyenne de l'effort fiscal

✗ Perte de l'éligibilité	➤ Diminution des versements
➤ Part principale de la DNP	➤ Part principale DNP
➤ Reversement FPIC	➤ 3 fractions DSR
	➤ DSU
	➤ FPIC

### Impact à partir de 2023, mais avec la mise en place d'un lissage jusqu'en 2028

La LF 2022 prévoit la mise en place d'une fraction de correction qui va neutraliser en 2022 les effets de la réforme sur le niveau des indicateurs financier de 2021.

Ce lissage s'appliquera donc de 2023 à 2028 via un coefficient qui viendra neutraliser tout ou partie de la réforme.

Des modalités plus précises seront indiquées par décret en début d'année 2022.

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

### Des dotations de soutien à l'investissement local en hausse pour 2022

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 2,1 Mds € dans la LFI 2022, montant en hausse (lié à la DSIL) comparativement à 2021 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 Ms €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 907 Ms € (+337 Ms par rapport à 2021)
- dotation politique de la ville (DPV) : 150 Ms €
- dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) renouvelée au même niveau : 212 Ms €.

	2021	LF 2022
FCTVA	6,4 Mds€	6,4 Mds€
DSIL	570 M€	907 M€ <i>dont 337 M€ fléchée au titre de la CRTE</i>
DETR	1,046 Mds€	1,046 Mds€
DPV	150 M€	150 M€
DSID	212 M€	212 M€
<b>TOTAL</b>	<b>8,5 Mds€</b>	<b>8,9 Mds €</b>

### Notification des dotations d'investissement :

La loi de finances précise, qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les subventions de la DETR, de la DPV, de la DSIL et de la DSID devront être notifiées pour au moins 80% du montant des crédits répartis pour l'exercice en cours, durant le 1<sup>er</sup> semestre de l'année civile.

Avant le 31 juillet (30 septembre auparavant) de l'exercice en cours, la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention ainsi que le montant des projets et celui de la subvention attribuée par l'État seront publiés sur le site internet officiel de l'État (préfecture départementale ou régionale).

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022 affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

## Dotation d'intercommunalité des EPCI

Pour rappel, la DGF des EPCI est composée de deux parts : la dotation d'intercommunalité (dotation de base + dotation de péréquation) et la dotation de compensation (compensation part salaires). La LFI 2019 a réformé en profondeur la dotation globale de fonctionnement des EPCI. Elle a en effet fait l'objet de quatre mesures : suppression des enveloppes par catégories d'EPCI, globalisation de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP), instauration d'un mécanisme de complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5€/hab, introduction du revenu par habitant dans le calcul de la part péréquation. La Loi de Finances pour 2022 s'inscrit dans la continuité de la réforme de 2019.

- Pérennisation du complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5 €/hab
- Maintien des mécanismes de garantie



### **Recommandation Finances active :**

*Si aucune garantie n'était applicable : reconduire le même montant en € par hab en 2022*



# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

### L'écèlement de la dotation de compensation

Ces mesures liées à la réforme de la dotation d'intercommunalité de 2019 seront toujours financées par un prélèvement sur la seconde part de la DGF des EPCI qui est la dotation de compensation. Depuis 2012, cette dernière est uniformément écelée chaque année sur la base d'un taux décidé par le comité des finances locales (CFL). Cet écellement a pour objectif de financer notamment la hausse de population sur le territoire national et la hausse des coûts liés à l'intercommunalité.

Selon les prévisions, l'écèlement 2022 devrait être supérieur à celui de 2021 en raison de la reprise des fusions de communes et EPCI, le maintien des abondements de péréquation, une base écelée qui diminue chaque année.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montant total de l'écèlement annuel	103 M€	146 M€	107 M€	115 M€	89 M€	93 M€	103M€
Taux d'écèlement annuel	-1,9%	-2,8%	-2,1%	-2,3%	-1,8%	-1,9%	-2,2%

**Recommandation Finances active :**  
Tenir compte d'un écellement de -2,2%.

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

Depuis 2015 le reversement du FPIC est fonction d'un indice synthétique reposant sur 3 paramètres : *Ecart relatif de potentiel financier intercommunal agrégé de l'ensemble intercommunal et PFIA moyen national moyen (pour 20%) ; Écart relatif au revenu moyen par habitant pop INSEE (pour 60%) ; Écart relatif d'effort fiscal (pour 20%)*.

#### **Une enveloppe globale toujours stable à 1 Md d'euros**

Ce maintien ne signifie pas pour autant une absence de changements du montant perçu par le bloc communal localement.

Modifications qui pourraient avoir comme conséquence une variation du montant du FPIC prélevé ou versé pour l'ensemble intercommunal :

- L'ensemble des transferts de compétences (impactant le CIF)
- Toute modification de la population DGF
- Toute modification du potentiel financier par habitant
- Toute modification de la carte intercommunale au niveau national

Les variations individuelles pourraient être amplifiées cette année par la révision des potentiels financiers.

#### **Aucune modification concernant les mécanismes de garantie**

Les ensembles intercommunaux et communes isolées qui cessent d'être éligibles perçoivent une garantie de sortie progressive afin d'encadrer toutes variations trop importantes du montant : si un ensemble devient inéligible au reversement du FPIC, il percevra 50% du montant n-1 puis 0 € l'année suivante.

18 *L'ensemble intercommunal Arc Sud Bretagne est redevenu éligible au FPIC en 2021*

*Source : Finance active LFI 2022*

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Revalorisation des bases fiscales : +3,4%

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre 2021 et le mois de novembre 2020 (pour application en 2022). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).



# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Fraction de TVA pour les EPCI et Départements

Depuis 2021, les EPCI et les départements reçoivent une fraction de TVA afin de compenser la perte de la taxe d'habitation (EPCI) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (Départements).

Cette fraction, qui correspondait en 2021 au montant de la perte d'un panier fiscal 2020, sera dynamique à compter de 2022. Elle évoluera en fonction de la progression de la TVA nationale en année N.

Concrètement les départements et EPCI percevront en 2022 des douzièmes correspondant au montant perçu en 2021 et un ajustement sera effectué en fin d'année en fonction de la progression de la TVA nationale.

#### **Recommandation Finances active :**

*L'évolution de la TVA a toujours été supérieure à celle de l'inflation.*

*Le gouvernement estime la hausse de la TVA à +5,5% en 2022.*

*Néanmoins il est plus prudent de retenir une progression de +3% en 2022.*

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2022

## affectant Arc Sud Bretagne Fiscalité

### Un complément dans la réforme de la TH

La Loi de Finances 2022 vient ajouter dans le « bilan » de la réforme de la TH des rôles supplémentaires. Il s'agit des rôles supplémentaires de TH sur les résidences principales sur la TFPB perçus jusqu'au 15 novembre 2021. Cet ajout est justifié par des retards pris par l'administration fiscale en 2020 du fait de la crise sanitaire dans la fiabilisation des bases taxables. Cette mesure devrait générer des compléments dans certaines communes et EPCI.

### Exonérations de TFBP bénéficiant aux logements sociaux

La Loi de finances 2022 prévoit la prise en charge par l'État du coût des exonérations de TFPB dont bénéficient les logements sociaux. Cela concerne l'ensemble des pertes (effet taux compris), supportées pendant dix ans au titre des logements agréés entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2026. L'impact est anticipé à horizon 2024 du fait des délais qui encadrent l'intégration des constructions nouvelles au sein de l'assiette foncière.

### Partage de la taxe d'aménagement

La Loi de finances 2022 en son article 109 vient modifier le partage de la taxe d'aménagement. Jusqu'ici facultatif lorsque celle-ci était perçue par les communes, le texte le rend obligatoire.

On note donc une symétrie avec le régime de la taxe intercommunale dont une fraction doit être reversée aux communes au regard de la charge des équipements relevant de leurs compétences.

### Un encadrement des réductions de l'attribution de compensation pour motif de perte d'impôt économique

Lorsqu'un EPCI constatait une diminution des bases aboutissant à une baisse du produit fiscal économique, son organe délibérant pouvait faire le choix de réduire les attributions de compensation (AC) de manière unilatérale. La Loi de Finances 2022 vient encadrer cette diminution de l'AC qui pourra se faire sur toutes les communes ou uniquement sur la commune d'où provient la baisse. Cette diminution sera alors au maximum de 5% des recettes réelles de fonctionnement ou du montant perçu par la Commune au titre de la compensation FNGIR pour perte de bases fiscales.

## **2- Tendances des finances locales**

---

**2-1 : Résultats de clôture**

**2-2 : Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles**

**2-3 : Ratios de gestion**

**2-4 : Encours de la dette budgets principal et annexes**

**2-5 : Charges de personnel**

# Budget principal : Résultat de clôture au 31 décembre 2021

Budget principal	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
------------------	---------	---------	---------	---------	---------

Recettes de fonctionnement	16 668 262,10 €	16 743 136,26 €	16 888 251,16 €	16 641 209,34 €	17 438 279,32 €
Dépenses de fonctionnement	15 342 353,79 €	15 222 813,61 €	14 420 583,53 €	14 555 160,34 €	15 503 880,58 €
<b>RESULTAT FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 325 908,31 €</b>	<b>1 520 322,65 €</b>	<b>2 467 667,63 €</b>	<b>2 086 049,00 €</b>	<b>1 934 398,74 €</b>
Excédent antérieur reporté	2 303 731,86 €	2 610 839,05 €	2 807 298,24 €	2 896 131,87 €	3 844 080,87 €
<b>RESULTAT au 31-12 avec report</b>	<b>3 629 640,17 €</b>	<b>4 131 161,70 €</b>	<b>5 274 965,87 €</b>	<b>4 982 180,87 €</b>	<b>5 778 479,61 €</b>

Recettes d'investissement	3 357 421,71 €	2 185 419,20 €	2 787 243,62 €	4 059 416,80 €	4 166 200,87 €
Dépenses d'investissement	2 591 150,15 €	2 893 509,88 €	2 970 840,48 €	3 107 705,28 €	5 150 806,89 €
<b>RESULTAT INVESTISSEMENT</b>	<b>766 271,56 €</b>	<b>-708 090,68 €</b>	<b>-183 596,86 €</b>	<b>951 711,52 €</b>	<b>-984 606,02 €</b>
Déficit antérieur reporté	-901 816,12 €	-135 544,56 €	-843 635,24 €	-1 027 232,10 €	-75 520,58 €
<b>RESULTAT au 31-12 avec report</b>	<b>-135 544,56 €</b>	<b>-843 635,24 €</b>	<b>-1 027 232,10 €</b>	<b>-75 520,58 €</b>	<b>-1 060 126,60 €</b>

<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>2 092 179,87 €</b>	<b>812 231,97 €</b>	<b>2 284 070,77 €</b>	<b>3 037 760,52 €</b>	<b>949 792,72 €</b>
Excédent/Déficit antérieur reporté	1 401 915,74 €	2 475 294,49 €	1 963 663,00 €	1 868 899,77 €	3 768 560,29 €
<b>RESULTAT DE CLOTURE</b>	<b>3 494 095,61 €</b>	<b>3 287 526,46 €</b>	<b>4 247 733,77 €</b>	<b>4 906 660,29 €</b>	<b>4 718 353,01 €</b>

<b>RESULTAT DE CLOTURE</b> après intégration résultats Budget annexe Maison funéraire	<b>3 494 095,61 €</b>	<b>3 287 526,46 €</b>	<b>4 247 733,77 €</b>	<b>4 906 660,29 €</b>	<b>4 982 940,23 €</b>
---	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

Un excédent dégagé de 949 793 € sur l'exercice 2021 avec augmentation du résultat de clôture de 76 280 €, après intégration des résultats du budget annexe Maison funéraire clôturé en 2021.

# Consolidé : Résultat de clôture au 31 décembre 2021

Consolidé Budgets Principal et annexes	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
---	---------	---------	---------	---------	---------

Recettes de fonctionnement	25 841 385,04 €	25 106 944,76 €	25 743 287,34 €	24 087 297,38 €	25 651 879,92 €
Dépenses de fonctionnement	22 064 254,01 €	23 397 223,16 €	22 944 509,58 €	21 722 794,86 €	23 371 157,23 €
<b>RESULTAT FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 777 131,03 €</b>	<b>1 709 721,60 €</b>	<b>2 798 777,76 €</b>	<b>2 364 502,52 €</b>	<b>2 280 722,69 €</b>
Excédent antérieur reporté	1 173 670,11 €	3 932 000,02 €	4 287 857,16 €	4 707 800,92 €	5 934 203,44 €
<b>RESULTAT au 31-12 avec report</b>	<b>4 950 801,14 €</b>	<b>5 641 721,62 €</b>	<b>7 086 634,92 €</b>	<b>7 072 303,44 €</b>	<b>8 214 926,13 €</b>

Recettes d'investissement	11 387 762,21 €	8 945 961,36 €	9 695 207,35 €	10 551 270,55 €	10 832 957,56 €
Dépenses d'investissement	13 254 186,03 €	9 776 519,12 €	9 491 584,10 €	9 493 598,61 €	11 426 594,87 €
<b>RESULTAT INVESTISSEMENT</b>	<b>-1 866 423,82 €</b>	<b>-830 557,76 €</b>	<b>203 623,25 €</b>	<b>1 057 671,94 €</b>	<b>-593 637,31 €</b>
Déficit antérieur reporté	-1 417 781,96 €	-3 284 205,78 €	-4 114 763,54 €	-3 911 140,29 €	-2 853 468,35 €
<b>RESULTAT au 31-12 avec report</b>	<b>-3 284 205,78 €</b>	<b>-4 114 763,54 €</b>	<b>-3 911 140,29 €</b>	<b>-2 853 468,35 €</b>	<b>-3 447 105,66 €</b>

<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>1 910 707,21 €</b>	<b>879 163,84 €</b>	<b>3 002 401,01 €</b>	<b>3 422 174,46 €</b>	<b>1 687 085,38 €</b>
Excédent/Déficit antérieur reporté	-244 111,85 €	647 794,24 €	173 093,62 €	796 660,63 €	3 080 735,09 €
<b>RESULTAT DE CLOTURE</b>	<b>1 666 595,36 €</b>	<b>1 526 958,08 €</b>	<b>3 175 494,63 €</b>	<b>4 218 835,09 €</b>	<b>4 767 820,47 €</b>

**Un excédent dégagé de 1 687 085 € sur l'exercice 2021 avec augmentation du résultat de clôture de 548 985 €**

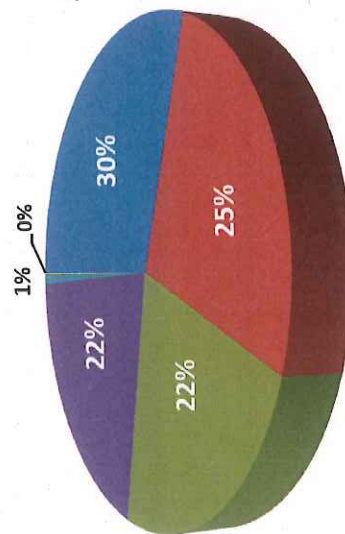
- 5 budgets en excédent de clôture : budget principal, budgets annexes Locations immobilières, Maison funéraire, SPANC, Transports scolaires
- 1 budget en déficit de clôture : budget annexe Parcs d'activités économiques



# 2-2 Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles (Budget Principal)

## Dépenses Réelles de Fonctionnement

Dépenses réelles de fonctionnement	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
011 Charges à caractère général	3 892 115,75 €	4 176 237,89 €	4 096 408,21 €	3 962 870,11 €	4 373 439,84 €
Evolution N-1/N en %		7,30	-1,91	-3,26	10,36
012 Charges de personnel	3 571 911,05 €	3 489 910,54 €	3 072 424,99 €	2 975 065,83 €	3 150 434,57 €
Evolution N-1/N en %		-2,30	-11,96	-3,17	5,89
014 Atténuations de produits	3 161 291,61 €	3 158 322,97 €	3 152 025,70 €	3 174 989,96 €	3 235 519,96 €
Evolution N-1/N en %		-0,09	-0,20	0,73	1,91
65 Autres charges de gestion courante	3 359 542,83 €	2 951 556,65 €	3 096 086,09 €	3 324 630,53 €	3 719 705,26 €
Evolution N-1/N en %		-12,14	4,90	7,38	11,88
66 Charges financière	210 300,83 €	177 800,70 €	153 879,67 €	128 811,56 €	103 699,15 €
Evolution N-1/N en %		-15,45	-13,45	-16,29	-19,50
67 Charges exceptionnelles	8 330,33 €	2 117 87,20 €	13 044,41 €	33 323,18 €	14 695,49 €
Evolution N-1/N en %		2 442,36	-93,84	155,46	-55,90
<b>TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>14 203 492,40 €</b>	<b>14 165 615,95 €</b>	<b>13 583 869,07 €</b>	<b>13 599 691,17 €</b>	<b>14 597 494,27 €</b>
Evolution N-1/N en %		-0,27	-4,11	0,12	7,34



### Part des dépenses réelles 2021

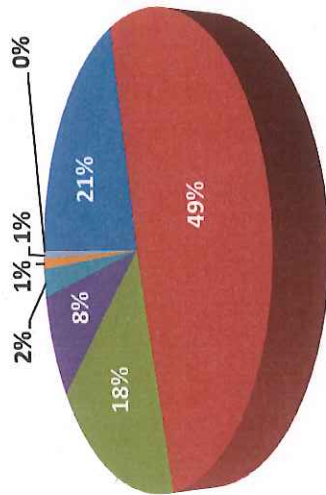
- 011 Charges à caractère général
- 65 Autres charges de gestion courante
- 014 Atténuations de produits
- 012 Charges de personnel
- 66 Charges financière
- 67 Charges spécifiques

# 2-2 Analyse rétrospective

## des dépenses et des recettes réelles (Budget Principal)

### Recettes Réelles de Fonctionnement

Recettes réelles de fonctionnement	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
013 Atténuations de charges	288 194,50 €	216 200,63 €	96 040,11 €	116 820,69 €	89 137,58 €
Evolution N-1/N en %		-24,98	-55,58	21,64	-23,70
70 Produits du service des domaines	1 460 157,88 €	1 674 759,97 €	1 512 456,65 €	1 018 889,82 €	1 422 925,94 €
Evolution N-1/N en %		14,70	-9,69	-32,63	39,65
73 Impôts et taxes	10 819 878,93 €	11 080 083,45 €	11 668 812,94 €	11 755 542,57 €	12 103 245,11 €
Evolution N-1/N en %		2,40	5,31	0,74	2,96
74 Dotations subventions participations	3 292 128,45 €	3 177 460,24 €	3 157 034,36 €	3 108 577,67 €	3 104 787,16 €
Evolution N-1/N en %		-3,48	-0,64	-1,53	-0,12
75 Autres produits de gestion courantes	240 025,28 €	198 899,34 €	252 280,35 €	209 323,72 €	389 111,06 €
Evolution N-1/N en %		-17,13	26,84	-17,03	85,89
76 Produits financiers	13 456,39 €	12 802,40 €	18 381,68 €	11 355,15 €	10 658,60 €
Evolution N-1/N en %		-4,86	43,58	-38,23	-6,13
77 Produits exceptionnels	440 770,04 €	60 094,69 €	111 679,08 €	345 130,12 €	144 734,34 €
Evolution N-1/N en %		-86,37	85,84	209,04	-58,06
<b>TOTAL Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>16 554 611,47 €</b>	<b>16 420 300,72 €</b>	<b>16 816 685,17 €</b>	<b>16 565 639,74 €</b>	<b>17 264 599,79 €</b>
Evolution N-1/N en %		-0,81	2,41	-1,49	4,22



- 73 Impôts et taxes
- 731 Fiscalité locale
- 74 Dotations subventions participations
- 70 Produits du service des domaines
- 75 Autres produits de gestion courantes
- 77 Produits exceptionnels
- 013 Atténuations de charges
- 76 Produits financiers



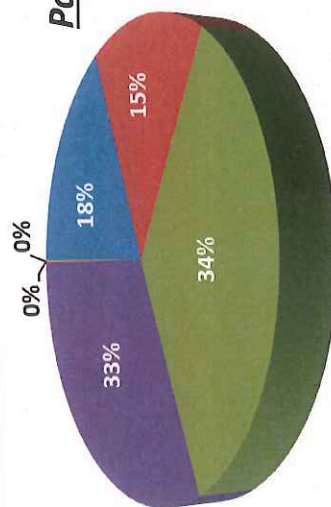
## 2-2 Analyse rétrospective

### des dépenses et des recettes réelles (Budget Principal)

#### Dépenses Réelles d'Investissement

Dépenses d'investissement	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
13 Subvention d'investissement	246 583,64 €	2 518,71 €			
<i>Evolution N-1/N en %</i>		-98,98	-100,00		
16 Emprunts et dettes assimilées	853 070,64 €	1 636 381,56 €	817 494,46 €	797 775,33 €	764 142,81 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		91,82	-50,04	-2,41	-4,22
20 Immobilisations incorporelles	9 963,60 €	21 860,25 €	2 160,00 €	17 875,99 €	6 000,00 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		119,40	-90,12	727,59	-66,44
204 Subventions d'équipement versées	548 146,39 €	155 860,88 €	1 076 155,72 €	981 237,71 €	891 284,06 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		-71,57	590,46	-8,82	-9,17
21 immobilisations corporelles	785 984,48 €	393 370,53 €	445 928,12 €	443 066,99 €	1 622 953,23 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		-49,95	13,36	-0,64	266,30
23 immobilisations en cours	56 620,22 €	51 545,61 €	268 755,48 €	447 465,67 €	1 692 507,26 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		-8,96	421,39	66,50	278,24
26 Participations et créances	100,00 €	100,00 €			
<i>Evolution N-1/N en %</i>		0,00	-100,00		
27 Autres immobilisations financières		308 000,00 €	300 000,00 €	327 942,00 €	
<i>Evolution N-1/N en %</i>			-2,60	9,31	-100,00
<b>TOTAL Dépenses réelles d'investissement</b>	<b>2 500 468,97 €</b>	<b>2 569 637,54 €</b>	<b>2 910 493,78 €</b>	<b>3 015 363,69 €</b>	<b>4 976 887,36 €</b>
<i>Evolution N-1/N en %</i>		2,77	13,26	3,60	65,05

#### Part des dépenses réelles 2021



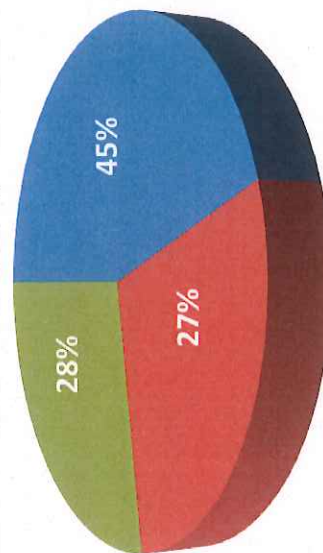
- 204 Subventions d'équipement versées
- 16 Emprunts et dettes assimilées
- 23 Immobilisations en cours
- 21 Immobilisations corporelles
- 27 Autres immobilisations financières
- 20 Immobilisations incorporelles

## 2-2 Analyse rétrospective

### des dépenses et des recettes réelles (Budget Principal)

#### Recettes Réelles d'Investissement

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Recettes réelles d'investissement					
10 Dotations fonds divers et réserves	1 124 195,84 €	1 051 063,12 €	1 458 285,46 €	2 499 670,00 €	1 463 009,84 €
Evolution N-1/N en %		-6,51	38,74	71,41	-41,47
13 Subventions d'investissement	528 963,16 €	44 495,79 €	463 789,91 €	540 982,90 €	882 017,85 €
Evolution N-1/N en %		-91,59	942,32	16,64	63,04
16 Emprunts et dettes assimilées	500 165,00 €	75,00 €			
Evolution N-1/N en %		-99,99	-100,00		
204 Subvention d'équipement versée					
Evolution N-1/N en %					
21 immobilisations corporelles	14 136,78 €		193,80 €		
Evolution N-1/N en %		-100,00		-100,00	
23 immobilisations en cours	13 122,85 €				
Evolution N-1/N en %		-100,00			
27 Autres immobilisations financières	42 428,29 €	42 700,83 €	42 979,28 €	46 522,74 €	914 546,87 €
Evolution N-1/N en %		0,64	0,65	8,24	1 865,81
<b>TOTAL Recettes réelles d'investissement</b>	<b>2 223 011,92 €</b>	<b>1 138 334,74 €</b>	<b>1 965 248,45 €</b>	<b>3 087 175,64 €</b>	<b>3 259 574,56 €</b>
Evolution N-1/N en %		-48,79	72,64	57,09	5,58



Part des recettes réelles 2021

- 10 Dotations fonds divers et réserves
- 13 Subventions d'investissement
- 27 Autres immobilisations financières

## 2-3 : Ratios de gestion

### Capacité d'Autofinancement

BUDGET PRINCIPAL	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Recettes Réelles de Fonctionnement	16 140 463,63 €	16 380 264,72 €	16 757 554,17 €	16 399 402,74 €	17 159 323,79 €
Dépenses Réelles de Fonctionnement	14 203 492,40 €	14 165 615,95 €	13 583 869,07 €	13 599 691,17 €	14 597 494,27 €
<b>CAF Brute</b>	<b>1 936 971,23 €</b>	<b>2 214 648,77 €</b>	<b>3 173 685,10 €</b>	<b>2 799 711,57 €</b>	<b>2 561 829,52 €</b>
<i>CAF Brute en % des RRF (15%)</i>	12,00	13,52	18,94	17,07	14,93
<b>Annuité en capital de la dette</b>	<b>853 070,64 €</b>	<b>1 636 381,56 €</b>	<b>817 494,46 €</b>	<b>797 775,33 €</b>	<b>764 142,81 €</b>
Dont Prêt relais (In fine sur 3 ans)		800 000,00 €			
<b>CAF Nette</b>	<b>1 083 900,59 €</b>	<b>578 267,21 €</b>	<b>2 356 190,64 €</b>	<b>2 001 936,24 €</b>	<b>1 797 686,71 €</b>
<i>CAF Nette en % RRF (5 à 7%)</i>	6,72	3,53	14,06	12,21	10,48
BUDGETS PRINCIPAL ET ANNEXES	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Recettes Réelles de Fonctionnement	19 123 792,70 €	18 275 244,61 €	19 585 646,12 €	18 302 896,26 €	19 528 252,75 €
Dépenses Réelles de Fonctionnement	16 005 419,30 €	15 995 722,24 €	15 572 928,82 €	14 581 546,69 €	15 798 014,23 €
<b>CAF Brute</b>	<b>3 118 373,40 €</b>	<b>2 279 522,37 €</b>	<b>4 012 717,30 €</b>	<b>3 721 349,57 €</b>	<b>3 730 238,52 €</b>
<i>CAF Brute en % des RRF (15%)</i>	16,31	12,47	20,49	20,33	19,10
<b>Annuité en capital de la dette</b>	<b>4 700 780,48 €</b>	<b>2 056 535,05 €</b>	<b>1 245 881,00 €</b>	<b>1 608 435,33 €</b>	<b>1 282 089,87 €</b>
Dont Prêt relais (In fine sur 3 ans)	3 450 000,00 €	800 000,00 €		500 000,00 €	
<b>CAF Nette</b>	<b>-1 582 407,08 €</b>	<b>222 987,32 €</b>	<b>2 766 836,30 €</b>	<b>2 112 914,25 €</b>	<b>2 448 148,65 €</b>
<i>CAF Nette en % RRF (5 à 7%)</i>	-8,27	1,22	14,13	11,54	12,54

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

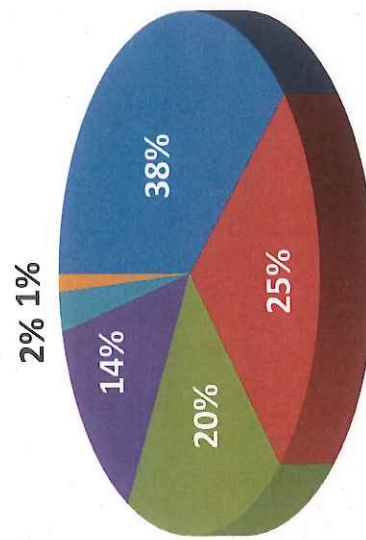
## 2-4 : Etat de la dette Budget Principal

DETTE BUDGET PRINCIPAL	Montant
Capital restant dû au 01/01/2021	4 300 522,24 €
Amortissement de la dette en 2021	-764 142,81 €
Ajustement fin d'amortissement de dette	0,00 €
Nouveaux emprunts en 2021	0,00 €
<b>Capital restant dû au 31/12/2021</b>	<b>3 536 379,43 €</b>

ETAT DETTE par compétences (Budget principal)	Capital restant dû au 31/12/2021	%
Services aux habitants	1 345 466,63 €	38,05
Equipements sportifs	851 023,74 €	
Accueil de loisirs Vacances à la carte	220 000,07 €	
Résidence personnes âgées	172 175,09 €	
Restaurant scolaire	66 666,52 €	
Maisons de la Solidarité	35 601,21 €	
<b>Technique Bâtiments Voiries</b>	<b>881 215,23 €</b>	<b>24,92</b>
Voierie d'intérêt communautaire	596 206,87 €	
bâtiments communaux	257 009,90 €	
Fouage débroussaillage	19 166,69 €	
Gens du voyage	8 831,77 €	
<b>Aménagement et développement du Territoire</b>	<b>706 281,87 €</b>	<b>19,97</b>
Développement économique	377 843,76 €	
Tourisme	328 438,11 €	
<b>Transition écologique</b>	<b>477 444,06 €</b>	<b>13,50</b>
Déchets	477 444,06 €	
<b>Affaires générales</b>	<b>87 762,73 €</b>	<b>2,48</b>
Siège administratif	87 762,73 €	
<b>Emploi formation insertion</b>	<b>38 208,91 €</b>	<b>1,08</b>
Chantier d'insertion	38 208,91 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 536 379,43 €</b>	<b>100,00</b>

**Dettes par habitant au 31/12/2021 (Pop. INSEE dc) :**  
**125 € (154 € en 2020)**

- Services aux habitants
- Technique Bâtiments Voiries
- Aménagement et développement du territoire
- Transition écologique Déchets
- Affaires générales
- Emploi formation insertion



Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

## 2-4 : Etat de la dette Budgets annexes

DETTES BUDGETS ANNEXES	BA Locations Immobilières	BA Parcs activités	Montant TOTAL
Capital restant dû au 01/01/2021	1 228 998,71 €	1 718 260,04 €	2 947 258,75 €
Amortissement de la dette en 2021	-336 623,28 €	-181 323,78 €	-517 947,06 €
Ajustement fin d'amortissement de dette			0,00 €
Nouveaux emprunts en 2021			0,00 €
Capital restant dû au 31/12/2021	892 375,43 €	1 536 936,26 €	2 429 311,69 €

**Dettes par habitant au 31/12/2021 (Pop. INSEE dc) : 86 € (105 € en 2020)**

ETAT DETTE par compétences (Budgets annexes)	Capital restant dû au 31/12/2021	%
Développement économique Parcs d'activités	1 536 936,26 €	63,27%
Aménagement des parcs d'activités	1 536 936,26 €	
Développement économique Locations Immobilières	376 900,64 €	15,51%
Ateliers d'art	114 297,29 €	
Ateliers relais	192 772,34 €	
Locaux commerciaux	69 831,01 €	
Technique Bâtiments Voiries Locations Immobilières	515 474,79 €	21,22%
Cinéma	481 230,16 €	
Logements conventionnés	34 244,63 €	
TOTAL GENERAL	2 429 311,69 €	100,00%



Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

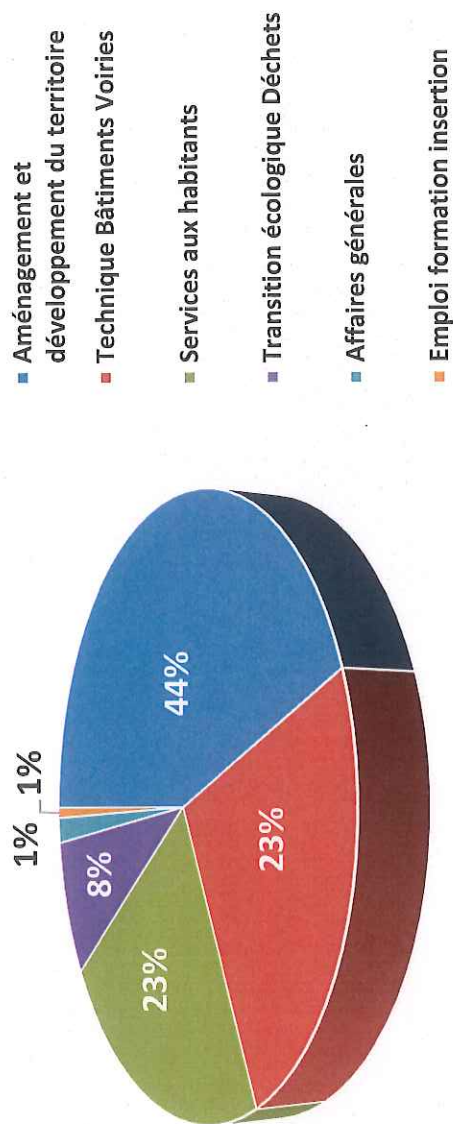
ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

## 2-4 : Etat de la dette consolidé (Budgets principal et annexes)

DETTE EN CONSOLIDEE	Montant
Capital restant dû au 01/01/2021	7 247 780,99 €
Amortissement de la dette en 2021	-1 282 089,87 €
Ajustement fin d'amortissement de dette	0,00 €
Nouveaux emprunts en 2021	0,00 €
<b>Capital restant dû au 31/12/2021</b>	<b>5 965 691,12 €</b>

ETAT DETTE par compétences (Consolidé)	Capital restant dû au 31/12/2021	%
Aménagement et développement du territoire	2 620 118,77 €	43,92
Technique Bâtiments Voiries	1 396 690,02 €	23,41
Services aux habitants	1 345 466,63 €	22,55
Transition écologique Déchets	477 444,06 €	8,00
Affaires générales	87 762,73 €	1,47
Emploi formation insertion	38 208,91 €	0,64
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 965 691,12 €</b>	<b>100,00</b>

Dette par habitant au 31/12/2021 (Pop. INSEE dc) : 211 € (259 € en 2020)





## 2-4 : Etat de la dette Consolidé

Ré-endettement / Désendettement	Budget Principal	Budget Annexe Locations Immobilières	Budget Annexe Parcs d'activités	TOTAL Consolidé
Encours de la dette au 31 décembre 2017	7 552 143 €	2 096 758 €	2 816 957 €	12 465 858 €
2018 Désendettement	-1 636 352 €	-210 877 €	-209 306 €	-2 056 535 €
2019 Désendettement	-817 495 €	-535 269 €	-200 343 €	-1 553 107 €
2020 Désendettement	-797 775 €	-121 613 €	-689 047 €	-1 608 435 €
2021 Désendettement	-764 143 €	-336 623 €	-181 324 €	-1 282 090 €
<b>TOTAL Désendettement sur 6 ans</b>	<b>-4 015 764 €</b>	<b>-1 204 382 €</b>	<b>-1 280 020 €</b>	<b>-6 500 167 €</b>

Encours de la dette au 31 décembre 2021	3 536 379 €	892 375 €	1 536 936 €	5 965 691 €
---	-------------	-----------	-------------	-------------

Evolution CRD sans nouveaux prêts	Budget Principal	Budget Annexe Locations Immobilières	Budget Annexe Parcs d'activités	TOTAL Consolidé	Total désendettement sans nouveaux prêts
Encours de la dette au 1er janvier 2022	3 536 379 €	892 375 €	1 536 936 €	5 965 691 €	
Encours de la dette au 1er janvier 2023	2 830 835 €	814 284 €	1 352 069 €	4 997 188 €	-968 503 €
Encours de la dette au 1er janvier 2024	2 233 102 €	737 444 €	1 163 636 €	4 134 182 €	-863 005 €
Encours de la dette au 1er janvier 2025	1 747 831 €	664 824 €	980 786 €	3 393 441 €	-740 741 €
Encours de la dette au 1er janvier 2026	1 373 797 €	591 412 €	800 098 €	2 765 306 €	-628 135 €
					<b>-2 765 306 €</b>

Un désendettement de 6,5 M€ sur 4 ans ( -55%)

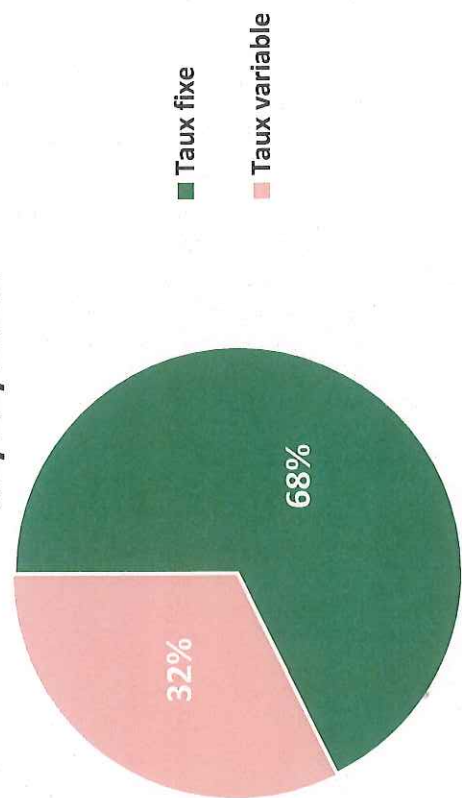
## 2-4 : Etat dette Consolidé structure

31/12/2017



Au 31/12/2020: totalité des prêts relais remboursés

31/12/2021



# 2-4 : Etat de la dette Ratios

## Capacité de désendettement

Ce ratio traduit le nombre d'années de CAF qui seraient nécessaires au remboursement de la dette, si elles y étaient totalement consacrées. On estime qu'au-delà de 10 ans, la capacité de remboursement est faible.

BUDGET PRINCIPAL	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Encours total de la dette au 31/12 de l'année	7 552 143,72 €	5 915 792,16 €	5 098 297,56 €	4 300 522,24 €	3 536 379,43 €
CAF Brute	1 936 971,23 €	2 214 648,77 €	3 173 685,10 €	2 799 711,57 €	2 561 829,52 €
Capacité de remboursement de la dette	3,90	2,67	1,61	1,54	1,38
CONSOLIDE (Budgets principal et annexes)	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Encours total de la dette au 31/12 de l'année	12 465 857,91 €	10 409 322,86 €	8 856 216,32 €	7 247 780,99 €	5 965 691,12 €
CAF Brute	3 118 373,40 €	2 279 522,37 €	4 012 717,30 €	3 721 349,57 €	3 730 238,52 €
Capacité de remboursement de la dette	4,00	4,57	2,21	1,95	1,60

## Poids de la dette (inférieur à 15%)

BUDGET PRINCIPAL	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Annuité de la dette	853 070,64 €	1 636 381,56 €	817 495,00 €	797 775,33 €	764 142,81 €
Recettes réelles de fonctionnement	16 140 463,63 €	16 380 264,72 €	16 757 554,17 €	16 399 402,74 €	17 159 323,79 €
Poids de la dette en %	5,29	9,99	4,88	4,86	4,45
CONSOLIDE (Budgets principal et annexes)	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Annuité de la dette	4 700 780,48 €	2 056 535,05 €	1 245 881,00 €	1 608 435,33 €	1 282 089,87 €
Recettes réelles de fonctionnement	19 123 792,70 €	18 275 244,61 €	19 585 646,12 €	18 302 896,26 €	19 528 252,75 €
Poids de la dette en %	24,58	11,25	6,36	8,79	6,57

# 2-4 : Etat dette Consolidé par habitant

Ratios endettement Budget Principal		2017	2018	2019	2020	2021
<i>Nombre habitants INSEE dc</i>		27 279	27 562	27 767	27 942	28 299
Encours de la dette au 31/12		7 552 144 €	5 915 792 €	5 098 298 €	4 300 522 €	3 536 379 €
Dette par habitant		277 €	215 €	184 €	154 €	125 €
Annuité de la dette		853 071 €	1 636 382 €	817 495 €	797 775 €	764 143 €
Annuité par habitant		31 €	59 €	29 €	29 €	27 €

Ratios endettement Budgets consolidés (Principal et annexes)		2017	2018	2019	2020	2021
<i>Nombre habitants INSEE</i>		27 279	27 562	27 767	27 942	28 299
Encours de la dette au 31/12		12 465 858 €	10 409 323 €	8 856 216 €	7 247 781 €	5 965 691 €
Dette par habitant		457 €	378 €	319 €	259 €	211 €
Annuité de la dette		4 717 865 €	2 220 702 €	1 259 110 €	1 608 435 €	1 282 090 €
Annuité par habitant		173 €	81 €	45 €	58 €	45 €

## Situation Endettement au 31/12/2020 EPCI même strate

DGFIP	Nombre hab	Encours dette totale par hab	Encours dette bancaire par hab	Annuité par hab
Etat de la dette au 31/12/2020				
Données consolidées (Même strate)				
CC Cote d'Emeraude (35)	31 883	128 €	101 €	12 €
CC Presqu'île de Crozon (29)	23 512	174 €	166 €	21 €
Questembert Com. (56)	23 990	250 €	249 €	25 €
<b>Arc Sud Bretagne</b>	<b>27 942</b>	<b>308 €</b>	<b>269 €</b>	<b>64 €</b>
CC Pays de Lesneven (29)	28 146	542 €	509 €	42 €
Liffré Cormier Communauté (35)	26 431	543 €	484 €	44 €
CC Pays de Dol (35)	24 091	570 €	520 €	47 €
CC St Méen Montauban (35)	27 105	634 €	334 €	41 €
CC Pleyben Chateaulin Porzay (29)	24 017	909 €	720 €	111 €
CC Pays Fouesnantais (29)	28 669	1 027 €	999 €	104 €

## 2-5 : Charges de personnel

### Evolution 2017-2021 :

Dépenses de personnel	CA					Evolution 2020-2021		Evolution 2017-2021	
	2017	2018	2019	2020	2021	en euros	en %	en euros	en %
Salaires (charges comprises)	3 122 176,20 €	3 066 242,49 €	2 745 498,17 €	2 661 878,60 €	2 820 530,24 €	158 651,64 €	5,96	-301 645,96 €	-9,66
Emplois d'insertion	212 572,01 €	194 807,12 €	161 002,66 €	153 416,64 €	141 053,72 €	-12 362,92 €	-8,06	-71 518,29 €	-33,64
Personnel extérieur	134 238,73 €	98 978,79 €	31 202,06 €	36 721,64 €	57 514,89 €	20 793,25 €	56,62	-76 723,84 €	-57,15
Assurance du personnel	75 401,04 €	97 381,17 €	96 948,01 €	85 451,89 €	86 404,71 €	952,82 €	1,12	11 003,67 €	14,59
Versement œuvres sociales CNAS	18 280,16 €	18 450,00 €	16 767,00 €	17 172,00 €	17 313,34 €	141,34 €	0,82	-966,82 €	-5,29
Médecine du travail	9 242,91 €	10 047,81 €	8 887,32 €	8 352,16 €	8 290,96 €	-61,20 €	-0,73	-951,95 €	-10,30
Indemnités chômage		3 858,64 €	12 119,77 €	12 072,90 €	19 326,71 €	7 253,81 €	60,08		
<b>TOTAL dépenses de personnel</b>	<b>3 571 911,05 €</b>	<b>3 489 766,02 €</b>	<b>3 072 424,99 €</b>	<b>2 975 065,83 €</b>	<b>3 150 434,57 €</b>	<b>175 368,74 €</b>	<b>5,89</b>	<b>-421 476,48 €</b>	<b>-11,80</b>
Remboursements sur rémunérations	CA					Evolution 2020-2021		Evolution 2017-2021	
	2017	2018	2019	2020	2021	en euros	en %	en euros	en %
Remboursement charges SS	288 194,50 €	216 200,63 €	96 040,11 €	116 820,69 €	89 137,58 €	-27 683,11 €	-23,70	-199 056,92 €	-223,31
Aides contrats d'insertion	250 602,36 €	230 108,57 €	191 890,50 €	138 405,84 €	150 599,51 €	12 193,67 €	8,81	-100 002,85 €	-66,40
Remboursement emplois mutualisés communes	26 674,96 €	26 577,94 €	30 319,12 €	41 101,68 €	41 436,71 €	335,03 €	0,82	14 761,75 €	35,62
<b>TOTAL Remboursements</b>	<b>565 471,82 €</b>	<b>472 887,14 €</b>	<b>318 249,73 €</b>	<b>296 328,21 €</b>	<b>281 173,80 €</b>	<b>-15 154,41 €</b>	<b>-5,11</b>	<b>-284 298,02 €</b>	<b>-101,11</b>
<b>Bilan</b>	<b>3 006 439,23 €</b>	<b>3 016 878,88 €</b>	<b>2 754 175,26 €</b>	<b>2 678 737,62 €</b>	<b>2 869 260,77 €</b>	<b>190 523,15 €</b>	<b>7,11</b>	<b>-137 178,46 €</b>	<b>-4,56</b>

En coût restant, une augmentation des charges de personnel de 7,11% (+ 190 523 €), après une baisse de 2,74% (- 75 438 €) entre 2019 et 2020 due à l'impact de la crise sanitaire (recours moindre au personnel temporaire).

Une évolution de + 4,18% (+115 086 €) entre 2019 (année normale de fonctionnement) et 2021.

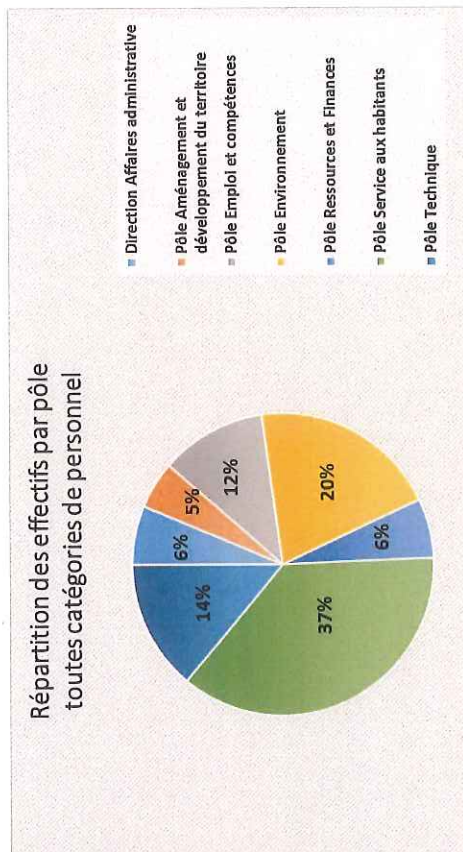
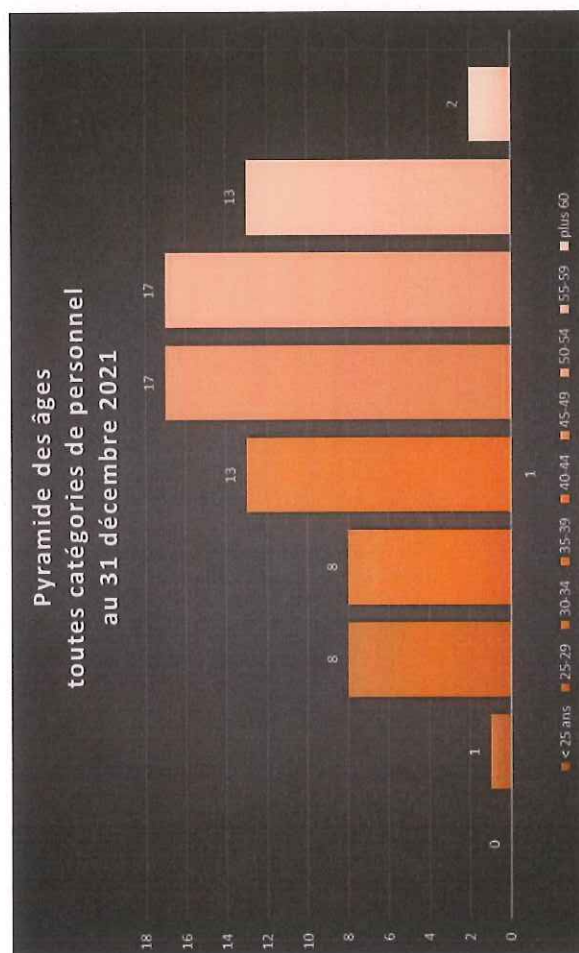
# 2-5 : Charges de personnel

## Evolution des effectifs :

Année	Postes Tableau des effectifs	EMPLOIS PERMANENTS POURVUS au 31 décembre			
		Temps complet	Temps non complet	TOTAL	
				Equivalent ETP	
2015	87	67	14	81	75,8
2016	85	67	15	82	76,28
2017	86	68	15	83	77,49
2018	82	60	16	76	70,73
2019	75	54	14	68	63,11
2020	74	54	13	67	63,38
2021	72	53	16	69	63,77

Année	STATUTS EN ETP				TOTAL
	Titulaire		Non titulaire		
	Nombre	%	Nombre	%	
2015	70,05	92,41	5,75	7,59	75,80
2016	68,37	89,63	7,91	10,37	76,28
2017	70,38	90,82	7,11	9,18	77,49
2018	61,20	86,53	9,53	13,47	70,73
2019	58,92	93,36	4,19	6,64	63,11
2020	60,38	95,27	3,00	4,73	63,38
2021	60,26	94,50	3,51	5,50	63,77

**Evolutions 2021 du tableau des effectifs :** suppression postes assistant de prévention, responsable SPANC, entretien des locaux et restaurant scolaire (TC). création poste SIG Géomaticien , modification DHS accueil, 2 postes restaurant scolaire, 2 postes entretien piscine. 3 postes vacants au 31/12/2021 : 1 au développement économique, 1 aux espaces verts, 1 en solidarités.



# 2-5 : Charges de personnel

## Agents permanents - Modifications / évolutions 2021-2022

Pôle	Service	Emploi	Motif
Affaires générales Environnement	Communication	Assistant de communication	Poste à temps complet
	Déchets	Responsable d'exploitation	Temps partiel de droit 80%
Services aux habitants	Restaurant scolaire	Agent de restauration	Augmentation DHS 19,35/35e
	Sports	Agent de restauration	Création poste 13,07/35e
		Agent d'entretien service sports	Augmentation DHS 31/35e
		Agent d'entretien piscine	création poste 13/35e

## Remplacements personnel titulaire

pôle	Service	Emploi	Absence
Emploi et compétences Environnement	MSAP	Agent d'accueil et de conseil emploi	depuis le 07/01/19, remplacé
Services aux habitants	Déchets	Chauffeur Ripeur	En disponibilité depuis le 01/01/22
	Résidences	Maîtresse de maison	Mi-temps thérapeutique
Technique	Sports	Maître-nageur	Mi-temps thérapeutique
	Technique	Agent technique	Mi-temps thérapeutique

## Agents en renfort / saisonniers

Pôle	Service	Emploi
Affaires générales	Administratif	Agent d'accueil 27/35e
Environnement	Déchets	Agent d'accueil et renfort SPANC TC
	VAC	Agents techniques 2100 h prévues en 2022 (remplacements congés, PFDV, brigade verte)
Services aux habitants	Résidences	Animateurs 3212 h en 2021
	Espaces verts	Responsable Solidarités 28/35e
Technique		Agent des espaces verts TC

## Projets inscrits dans le DOB 2022

Pôle	Service	Emploi
Affaires générales	Tous services	Révision du RI et protection sociale complémentaire (PSC)
Aménagement et développement	Aménagement Mobilité PCAET	Chargé de mission mobilité PCAET
	Aménagement Habitat	Renfort opérationnel voies vélos
Emploi et compétences	Maison France Services	Chargé de mission Programme "Petites villes de demain" - CAE 7 mois
	Cycles de l'eau SPANC	Médiateur numérique (passage de 0,4 ETP à 1,35 en sept)
	Déchets	Chargé de mission Cycle de l'eau (4 mois)
Ressources et Finances	Marchés publics RGPD	Renforts administratifs SPANC (1 ETP sur 6 mois)
	Entretien bâtiments	Renforts administratifs accueil pôle (1 ETP sur 6 mois), et extension consignés de tri (4 ETP sur 6 mois)
Technique	Espaces verts	Assistant administratif RGPD mutualisé
		Besoin supplémentaire intervention ménages Renfort à 25 % interventions voies vélo

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# 2-5 : Charges de personnel

## Temps de travail

Congés : 25 jours de congés + 2 jours fractionnés (en fonction de la période)

Régime RTT : 38h45 hebdo = 22 RTT/an

Temps de travail annuel : 1607 heures

	2018	Part 2018 en %	2019	part 2019 en %	2020	Part 2020 en %	2021	Part 2021 en %
Suivi des absences pour arrêts en nombre de jours	23 850		22 623		21 609		21 252	
Temps de travail	2 758	12%	2 050	9%	2 148	9,94%	2 197	10,34%
Absences	1 899	8%	641	3%	1 056	4,89%	2 045	9,62%
Remplacements								

## Régime indemnitaire (passage au RIFSEEP au 01/01/17)

Modification lors du conseil communautaire de décembre 2020.

## Prime de fonction (mensuelle) / IFSE

Cotation	Montant (en fct tps de travail)
1	780 €
2	680 €
3	580 €
4	480 €
5	400 €
6	320 €
7	240 €
8	180 €
9	120 €

## Prime de résultat (annuelle) / CIA

Niveau	Montant (en fonction tps de travail + niveau de contribution
1	0 à 800€
2	0 à 700 €
3	0 à 600 €
4	0 à 500 €
5	0 à 400 €

**Prime SIVOM = 83,33€/mois versée aux anciens agents SIVOM La Roche-Bd**

- + IFSE Régies, Prime de responsabilité DGS, Indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)
- + indemnité différentielle pour les agents ayant un RI + avantageux lors de la création du RI ASB en avril 2013
- Revalorisation d'échelon pour les contractuels selon leur ancienneté

## Politique sociale

Adhésion au CNAS (coût: 17 313 € en 2021)

40 Avantages en nature: repas pour les agents du restaurant scolaire et des chantiers d'insertion

Participation employeur prévoyance de 13€ - proratisé en fonction du temps de travail

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE



## 3- Orientations budgétaires 2022

- 3-1 : Evolution des ressources et particulièrement celles des dotations de l'Etat
- 3-2 : Revalorisation des bases fiscales
- 3-3 : Relations financières avec les communes
- 3-4 : Projets DOB 2022 en proposition d'inscription au budget principal
- 3-5 : Projets DOB 2021 en proposition d'inscription aux budgets annexes
- 3-6 : Besoins et moyens de financement
- 3-7 : Stratégie en matière de dette
- 3-8 : Recettes et dépenses réelles prévisionnelles 2022

# 3-1 Evolution des ressources, particulièrement celles des dotations de l'Etat

Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : prévision de - 1,03 % en 2020

Dotation d'intercommunalité : stabilité, + 1,16%

Dotation de compensation : Ecrêtement de - 3,91% (financement réforme DI)

Dotation Globale de Fonctionnement	2017	2018	2019	2020	2021	DOB 2022	Evolution	
							en euros	en %
Dotation d'intercommunalité	743 794 €	679 314 €	717 520 €	739 458 €	747 544 €	748 000 €	8 542 €	1,16
Dotation de compensation	561 795 €	550 064 €	537 434 €	527 608 €	519 252 €	507 000 €	-20 608 €	-3,91
<b>TOTAL DGF</b>	<b>1 305 589 €</b>	<b>1 229 378 €</b>	<b>1 254 954 €</b>	<b>1 267 066 €</b>	<b>1 266 796 €</b>	<b>1 255 000 €</b>	<b>-12 066 €</b>	<b>-0,95</b>

Perte / Gain en euros		-76 211 €	25 576 €	12 112 €	-270 €	-11 796 €
Perte / Gain en %		-5,84	2,08	0,97	-0,02	-0,93

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE



# 3-1 Evolution des ressources, particulièrement celles des dotations de l'Etat

## Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

FPIC	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Notification							
Rang du dernier éligible métropole	1 269	1 230	753	750	747	745	745
Rang Ensemble intercommunal Arc Sud Bretagne	1 138	1 180	749	768	721	840	737
Nombre Ensembles intercommunaux classés après ASB	131	50	4		26		8
Nombre Ensembles intercommunaux classés avant ASB				18		95	

Sortie en 2018 : - 20%

Réintégration en 2019

Sortie en 2020 : -50%

Réintégration en 2021

Prévision sortie 2022 : - 50%

FPIC Part communale	2018	2019	2020	2021	DOB 2022		Evolution	
	Sortie (-20% EI de N-1)	Ré-entrée	Sortie (-50% EI de N-1)	Ré-entrée	Sortie (-50% EI de N-1)	Sortie	en €	en %
Ambon	26 704 €	31 353 €	15 389 €	34 176 €	17 088 €		-17 088 €	-50,00
Airzal	24 309 €	28 004 €	13 884 €	29 803 €	14 902 €		-14 902 €	-50,00
Billiers	14 843 €	17 526 €	8 725 €	19 208 €	9 604 €		-9 604 €	-50,00
Damgan	39 869 €	46 458 €	23 051 €	51 201 €	25 601 €		-25 601 €	-50,00
La Roche-Bernard	5 958 €	7 287 €	3 613 €	7 892 €	3 946 €		-3 946 €	-50,00
Le Guerno	14 643 €	17 387 €	8 595 €	18 974 €	9 487 €		-9 487 €	-50,00
Marzan	35 922 €	40 616 €	20 074 €	44 098 €	22 049 €		-22 049 €	-50,00
Muzillac	57 176 €	66 364 €	32 846 €	71 291 €	35 646 €		-35 646 €	-50,00
Nivillac	69 001 €	81 502 €	40 972 €	88 688 €	44 344 €		-44 344 €	-50,00
Noyal-Muzillac	36 926 €	42 651 €	20 941 €	44 739 €	22 370 €		-22 370 €	-50,00
Péaule	35 164 €	41 085 €	20 662 €	45 042 €	22 521 €		-22 521 €	-50,00
Saint-Dolay	40 419 €	47 434 €	23 491 €	51 480 €	25 740 €		-25 740 €	-50,00
<b>Total Part communale</b>	<b>400 934 €</b>	<b>467 667 €</b>	<b>232 243 €</b>	<b>506 592 €</b>	<b>253 296 €</b>	<b>253 296 €</b>	<b>-253 296 €</b>	<b>-50,00</b>

<b>Part intercommunale (ASB)</b>	<b>272 612 €</b>	<b>332 365 €</b>	<b>167 773 €</b>	<b>365 541 €</b>	<b>182 771 €</b>	<b>182 771 €</b>	<b>-182 771 €</b>	<b>-50,00</b>
----------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	-------------------	---------------

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# 3-2 Revalorisation des bases fiscales

Propositions DOB 2022 : Augmentation du taux de TEOM de 11,50% à 12% et maintien des taux de TFB, de TFNB, CFE et du montant de la taxe GEMAPI

Bases fiscales	2018 réelles		2019 réelles		2020 notifiées		2021 notifiées		2018/2019		2019/2020		2020/2021		Bases notifiées DOB 2022		Evolution en %		
Taxe Habitation Résidences secondaires (THRS)																13 636 815		3,36	
Taxe Foncier Bâti (TFPB)	30 557 104	31 535 105	32 268 000	31 808 920					3,20	2,32	-1,42				33 299 000		4,68		
Taxes Foncier Non Bâti (TFPNB)	1 341 167	1 365 560	1 372 000	1 385 403					1,82	0,47	0,98				1 436 000		3,65		
Cotisation Foncières des Entreprises (CFE)	7 965 382	7 953 084	8 190 000	7 069 937					-0,15	2,98	-13,68				7 369 000		4,23		
Taxe d'Enlèvement des Ordures ménagères (TEOM)	26 998 752	27 711 167	28 348 008	28 823 493					2,64	2,30	1,68				29 993 237		4,06		

73 Impôts et taxes	2018		2019		2020		2021		2022		Evolution	
Attribution de compensation	170 625 €	199 099 €	193 948 €	194 000 €							52 €	0,03
Fonds de péréquation essources communale et interco (FPIC)	272 612 €	332 365 €	167 773 €	182 771 €							-182 770 €	-50,00
Fraction compensation TH sur les résidences principales											91 495 €	2,95
<b>TOTAL 73</b>	<b>443 237 €</b>	<b>531 464 €</b>	<b>361 721 €</b>	<b>3 572 176 €</b>							<b>-91 223 €</b>	<b>-2,49</b>

731 Fiscalité locale avec vote de taux ou produits	2018		2019		2020		2021		2022		Evolution	
Taxe Habitation Résidence secondaire (THRS)	3 752 656 €	3 865 510 €	3 946 445 €	1 227 313 €								
Taxe Foncier Bâti (TFPB)	153 235 €	158 088 €	161 961 €	166 495 €								
Taxes Foncier Non Bâti (TFPNB)	29 237 €	29 770 €	29 938 €	31 305 €								
Cotisation Foncières des Entreprises (CFE)	1 749 092 €	1 751 833 €	1 805 957 €	1 615 285 €								
Divers	8 742 €	6 456 €	2 987 €									
Taxe d'Enlèvement des Ordures ménagères (TEOM)	3 106 645 €	3 187 931 €	3 277 178 €	3 599 188 €								
Taxe pour la GEMAPI		70 076 €	70 029 €	70 000 €								
<b>TOTAL 731</b>	<b>8 799 607 €</b>	<b>9 069 664 €</b>	<b>6 320 464 €</b>	<b>6 709 586 €</b>								

731 Fiscalité locale sans vote de taux ou produits	2018		2019		2020		2021		2022		Evolution	
Taxe additionnelle Taxe foncier Non Bâti	35 741 €	35 496 €	33 834 €	39 603 €								
Cotisations sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	955 265 €	1 126 971 €	1 134 487 €	1 157 863 €								
Taxe Sur les Surfaces Commerciales (TASCOM)	297 820 €	325 074 €	317 312 €	311 482 €								
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)	242 656 €	244 328 €	253 447 €	268 098 €								
Autres impôts locaux et assimilés (rôles supplémentaires)	30 272 €	18 699 €	75 100 €	20 000 €								
Taxe de séjours	275 485 €	317 117 €	285 147 €	285 000 €								
<b>TOTAL 731</b>	<b>1 837 239 €</b>	<b>2 067 685 €</b>	<b>2 099 327 €</b>	<b>2 082 046 €</b>								

TOTAL PRODUITS DE FISCALITE	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution
	11 080 083 €	11 668 813 €	11 755 543 €	12 103 245 €	12 363 808 €	2,15

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

## 3-3 Relations financières avec les communes :

### Attributions de compensation (AC)

Attributions de Compensation (AC)	Montant AC 2021	Montant AC 2022
<b>AC positive versée aux communes</b>		
Ambon	128 404 €	128 404 €
Arzal	69 531 €	69 531 €
Billiers	13 318 €	13 318 €
La Roche Bernard	22 527 €	22 527 €
Le Guerno	22 281 €	22 281 €
Muzillac	471 209 €	471 209 €
Nivillac	12 862 €	12 862 €
Noyal-Muzillac	411 €	411 €
Péaule	50 023 €	50 023 €
<b>Total AC positives</b>	<b>790 566 €</b>	<b>790 566 €</b>

### Pas de modification prévue en 2022

<b>AC négative versée par les communes</b>		
Damgan	-105 889 €	-105 889 €
Marzan	-17 219 €	-17 219 €
Noyal-Muzillac	0 €	0 €
Saint-Dolay	-70 840 €	-70 840 €
<b>Total AC négatives</b>	<b>-193 948 €</b>	<b>-193 948 €</b>
<b>Total AC</b>	<b>596 618 €</b>	<b>596 618 €</b>

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

## 3-3 Relations financières avec les communes :

### Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) :

Proposition : pas de modification de son montant en 2022

DSC 2022	Critère 1 Revenu moyen par hab 20% : 37 327 €	Critère 2 Potentiel fiscal par hab 20% : 37 327 €	Critère 3 DGF par hab insee inversée 25% : 46 659 €	Critère 4 Part forfaitaire 35% : 65 324 €	Total DSC 2022	DSC 2021 <i>Pour mémoire</i>	Evolution en €	Evolution en %
Ambon	2 312 €	2 611 €	3 481 €	5 586 €	13 990 €	13 791 €	199 €	1,44
Arzal	2 238 €	2 089 €	6 222 €	1 577 €	12 126 €	12 112 €	14 €	0,12
Billiers	1 269 €	1 420 €	4 456 €	2 540 €	9 685 €	9 383 €	302 €	3,22
Damgan	1 554 €	3 568 €	2 285 €	640 €	8 047 €	7 747 €	300 €	3,87
La Roche-Bd	860 €	678 €	2 231 €	14 543 €	18 312 €	18 243 €	69 €	0,38
Le Guerno	1 484 €	1 395 €	4 313 €	16 371 €	23 563 €	23 259 €	304 €	1,31
Marzan	3 292 €	3 245 €	3 974 €	6 568 €	17 079 €	17 102 €	-23 €	-0,13
Muzillac	6 425 €	4 861 €	5 314 €	211 €	16 811 €	17 062 €	-251 €	-1,47
Nivillac	6 503 €	6 670 €	2 909 €	6 844 €	22 926 €	23 221 €	-295 €	-1,27
Noyal-Muzillac	3 655 €	3 343 €	3 702 €	1 478 €	12 178 €	12 368 €	-190 €	-1,54
Péaule	3 827 €	3 296 €	4 525 €	952 €	12 600 €	12 917 €	-317 €	-2,45
Saint-Dolay	3 908 €	4 151 €	3 247 €	8 014 €	19 320 €	19 432 €	-112 €	-0,58
<b>Total</b>	<b>37 327 €</b>	<b>37 327 €</b>	<b>46 659 €</b>	<b>65 324 €</b>	<b>186 637 €</b>	<b>186 637 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0,00</b>

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

Pas de renouvellement du fonds de concours communautaire en 2022

# 3-3 Relations financières avec les communes

## Déploiement Très Haut Débit (THD)

### 2019-2023 : Phase 2 Fibre optique Desserte de 50% du nombre total de prises

Dépense prévisionnelle 2019 : 445 € par prise soit 4 106 460 € sur 5 ans

Le montant de la participation reste identique pour 2022.

L'impact de la baisse du coût de la prise sera répercuté sur les participations demandées pour la phase 3.

Financement : 50% par ASB et 50% par communes

Communes	Nombre de prises	Montant participation ASB 2019-2023	Montant participations COMMUNES 2019/2023	Montant total participation Ensemble intercommunal
Ambon	206	45 835,00 €	45 835,00 €	91 670,00 €
Arzal	247	54 957,50 €	54 957,50 €	109 915,00 €
Damgan	1 277	284 132,50 €	284 132,50 €	568 265,00 €
La Roche-Bernard	798	177 555,00 €	177 555,00 €	355 110,00 €
Le Guerno	83	18 467,50 €	18 467,50 €	36 935,00 €
Marzan	295	65 637,50 €	65 637,50 €	131 275,00 €
Muzillac	1 834	408 065,00 €	408 065,00 €	816 130,00 €
Nivillac	2 493	554 692,50 €	554 692,50 €	1 109 385,00 €
Noyal-Muzillac	595	132 387,50 €	132 387,50 €	264 775,00 €
Péaule	1 303	289 917,50 €	289 917,50 €	579 835,00 €
Saint-Dolay	97	21 582,50 €	21 582,50 €	43 165,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>9 228</b>	<b>2 053 230,00 €</b>	<b>2 053 230,00 €</b>	<b>4 106 460,00 €</b>



# 3-3 Relations financières avec les communes

## 2019-2023 : Phase 2 Fibre optique Desserte de 50% du nombre total de prises

### Versement annuel (20% par an)

821 292 € de participations versées par ASB à Mégalis Bretagne en 2022

410 646 € de participations versées par les communes à ASB en 2022

Participations versées par ASB à Mégalis	Montant annuel (20%)	Montant annuel en fonctionnement (2%)	Montant annuel en Investissement (98%)
Ambon	18 334,00 €	366,68 €	17 967,32 €
Arzal	21 983,00 €	439,66 €	21 543,34 €
Damgan	113 653,00 €	2 273,06 €	111 379,94 €
La Roche-Bernard	71 022,00 €	1 420,44 €	69 601,56 €
Le Guerno	7 387,00 €	147,74 €	7 239,26 €
Marzan	26 255,00 €	525,10 €	25 729,90 €
Muzillac	163 226,00 €	3 264,52 €	159 961,48 €
Nivillac	221 877,00 €	4 437,54 €	217 439,46 €
Noyal-Muzillac	52 955,00 €	1 059,10 €	51 895,90 €
Péaule	115 967,00 €	2 319,34 €	113 647,66 €
Saint-Dolay	8 633,00 €	172,66 €	8 460,34 €
<b>TOTAL</b>	<b>821 292,00 €</b>	<b>16 425,84 €</b>	<b>804 866,16 €</b>

Participations versées par Communes à ASB	Montant annuel (20%)	Montant annuel en fonctionnement (2%)	Montant annuel en Investissement (98%)
Ambon	9 167,00 €	183,34 €	8 983,66 €
Arzal	10 991,50 €	219,83 €	10 771,67 €
Damgan	56 826,50 €	1 136,53 €	55 689,97 €
La Roche-Bernard	35 511,00 €	710,22 €	34 800,78 €
Le Guerno	3 693,50 €	73,87 €	3 619,63 €
Marzan	13 127,50 €	262,55 €	12 864,95 €
Muzillac	81 613,00 €	1 632,26 €	79 980,74 €
Nivillac	110 938,50 €	2 218,77 €	108 719,73 €
Noyal-Muzillac	26 477,50 €	529,55 €	25 947,95 €
Péaule	57 983,50 €	1 159,67 €	56 823,83 €
Saint-Dolay	4 316,50 €	86,33 €	4 230,17 €
<b>TOTAL</b>	<b>410 646,00 €</b>	<b>8 212,92 €</b>	<b>402 433,08 €</b>

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# 3-3 Relations financières avec les communes

## 2020-2022 : Montée en débit sur 4 sites (1 à Billiers et 3 à Saint Dolay)

Commune	Lieu	Coût total Investissement	Montant participation Investissement ASB à Mégalis 2020-2022	Montant participation Investissement Communes à ASB 2020/2022	Montant participation Fonctionnement ASB à Mégalis 2021-2031	Montant participation Fonctionnement Communes à ASB 2021/2031
Saint-Dolay 1	La Croix de Lourmel (Code MED 00248 : 95 prises)	70 236,09 €	35 118,05 €	17 559,03 €	500,00 €	250,00 €
Saint-Dolay 2	Sainte Anne (Code MED 00246 : 162 prises)	188 252,15 €	32 002,87 €	16 001,44 €	170,00 €	85,00 €
Saint-Dolay 3	La Nouarderie (Code MED 00251 : 145 prises)	218 860,68 €	37 206,32 €	18 603,16 €	170,00 €	85,00 €
	<b>Total Saint Dolay</b>	<b>477 348,92 €</b>	<b>104 327,24 €</b>	<b>52 163,62 €</b>	<b>840,00 €</b>	<b>420,00 €</b>
Billiers 1	Rue de la Vilaine (Code MED 00266 : 140 prises)	81 206,46 €	40 603,23 €	20 301,62 €	500,00 €	250,00 €
	<b>Total Billiers</b>	<b>81 206,46 €</b>	<b>40 603,23 €</b>	<b>20 301,62 €</b>	<b>500,00 €</b>	<b>250,00 €</b>
	<b>TOTAL MED 2020-2021</b>	<b>558 555,38 €</b>	<b>144 930,47 €</b>	<b>72 465,24 €</b>	<b>1 340,00 €</b>	<b>670,00 €</b>

A verser en 2020	72 465,24 €	36 232,62 €
Pour Saint Dolay	52 163,62 €	26 081,81 €
Pour Billiers	20 301,62 €	10 150,81 €
A verser en 2022	72 465,24 €	36 232,62 €
Pour Saint Dolay	52 163,62 €	26 081,81 €
Pour Billiers	20 301,62 €	10 150,81 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# 3-4 Projets DOB 2022 en proposition d'inscription au budget principal

BUDGET PRINCIPAL PROJETS DOB 2022 EN FONCTIONNEMENT	DEPENSES		TOTAL DEPENSES	RECETTES		TOTAL RECETTES
	Reports 2021	Projets 2022		Reports 2021	Projets 2022	
	387 851 €	2 273 804 €	2 661 655 €	32 907 €	520 519 €	553 426 €

Besoins financement 2022 2 108 229 €

BUDGET PRINCIPAL PROJETS DOB 2022 EN INVESTISSEMENT	DEPENSES		TOTAL DEPENSES	RECETTES		TOTAL RECETTES
	Reports 2021	Projets 2022		Reports 2021	Projets 2022	
	1 713 718 €	4 852 045 €	6 565 763 €	1 134 403 €	1 884 145 €	3 018 548 €

Besoins financement 2022 3 547 216 €

BUDGET PRINCIPAL TOTAL PROJETS DOB 2022	DEPENSES		TOTAL DEPENSES	RECETTES		TOTAL RECETTES
	Reports 2021	Projets 2022		Reports 2021	Projets 2022	
	2 101 569 €	7 125 849 €	9 227 418 €	1 167 309 €	2 404 664 €	3 571 973 €

Besoins financement 2022 5 655 445 €

Liste des projets en annexe au DOB

# 3-4 Projets DOB 2022 en proposition d'inscription au budget principal

## RECAPITULATIF PAR COMPETENCE

TOTAL PROJETS DOB 2022	Dépenses	Recettes	Besoin financement	Part en %
AFFAIRES GENERALE	1 643 233 €	751 015 €	892 217 €	16
AMENAGEMENT	1 239 338 €	587 746 €	651 592 €	12
CYCLES DE L'EAU	272 406 €	145 828 €	126 578 €	2
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	619 544 €	371 681 €	247 863 €	4
EMPLOI FORMATION INSERTION	65 611 €	22 966 €	42 645 €	1
ENFANCE JEUNESSE	240 942 €	17 649 €	223 293 €	4
SOLIDARITES TIC	195 031 €	32 458 €	162 573 €	3
SPORTS CULTURE	159 085 €	22 850 €	136 235 €	2
TOURISME	125 500 €	46 320 €	79 180 €	1
TRANSITION ECOLOGIQUE	3 458 654 €	1 160 334 €	2 298 320 €	41
TRAVAUX SERVICES TECHNIQUES BATIMENTS	1 208 074 €	413 126 €	794 948 €	14
TOTAL PROJETS DOB 2022	9 227 418 €	3 571 973 €	5 655 445 €	100

Versement subventions d'équilibre budgets annexes : 300 000 €

Liste des projets en annexe au DOB

# 3-4 Projets DOB 2022 en proposition d'inscription au budget principal

PROJETS DOB 2022 FONCTIONNEMENT	Dépenses	Recettes	Besoin financement	Part en %
AFFAIRES GENERALE	152 048 €	18 776 €	133 272 €	6
AMENAGEMENT	151 382 €	83 822 €	67 560 €	3
CYCLES DE L'EAU	272 406 €	145 828 €	126 578 €	6
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	371 481 €	14 055 €	357 426 €	17
EMPLOI FORMATION INSERTION	18 687 €	3 669 €	15 018 €	1
ENFANCE JEUNESSE	203 468 €	11 502 €	191 966 €	9
SOLIDARITES TIC	311 €		311 €	0
SPORTS CULTURE	35 760 €		35 760 €	2
TOURISME			0 €	0
TRANSITION ECOLOGIQUE	922 594 €	176 009 €	746 585 €	35
TRAVAUX SERVICES TECHNIQUES BATIMENTS	533 518 €	99 765 €	433 753 €	21
TOTAL PROJETS DOB 2022 FONCTIONNEMENT	2 661 655 €	553 426 €	2 108 229 €	100

PROJETS DOB 2022 INVESTISSEMENT	Dépenses	Recettes	Besoin financement	Part en %
AFFAIRES GENERALE	1 491 185 €	732 239 €	758 946 €	21
AMENAGEMENT	1 087 956 €	503 925 €	584 032 €	16
CYCLES DE L'EAU			0 €	0
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	248 063 €	357 625 €	-109 562 €	-3
EMPLOI FORMATION INSERTION	46 924 €	19 297 €	27 627 €	1
ENFANCE JEUNESSE	37 474 €	6 147 €	31 327 €	1
SOLIDARITES TIC	194 720 €	32 458 €	162 262 €	5
SPORTS CULTURE	123 326 €	22 850 €	100 475 €	3
TOURISME	125 500 €	46 320 €	79 180 €	2
TRANSITION ECOLOGIQUE	2 536 060 €	984 325 €	1 551 735 €	44
TRAVAUX SERVICES TECHNIQUES BATIMENTS	674 556 €	313 361 €	361 195 €	10
TOTAL PROJETS DOB 2022 INVESTISSEMENT	6 565 763 €	3 018 548 €	3 547 216 €	100

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# 3-4 Projets DOB 2022 en proposition d'inscription au budget principal

Budget Principal	PROJETS MARQUANTS EN FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	BESOIN FINANCEMENT
Coordination Jeunesse	CTG : prestataire pour diagnostic de territoire (idem Qt Communauté), concertation avec les partenaires, animation des réunions, propositions d'actions	15 500 €	7 500 €	8 000 €
Culture	Festival jeune public entre cour et jardin commune de Muzillac et Nivillac Augmentation de la participation versées aux communes	16 600 €		16 600 €
Déchets	Etude mise en place extension consigne de tri, optimisation collecte et biodéchets	40 380 €	13 839 €	26 541 €
	Mise en place de l'extension des consignes de tri fin 2022	224 500 €		224 500 €
Développement économique	Augmentation du cout de traitement des déchets prévision évolution besoin de financement supplémentaire et financement pour partie par augmentation taux de TEOM 12%	382 320 €	147 670 €	234 650 €
	Parcs d'activités économiques existants Programme annuel d'entretien et signalétique	168 581 €	29 746 €	138 835 €
GEMAPI	GEMAPI Mise en oeuvre de la compétences	249 550 €	130 972 €	118 578 €
Habitat	Programme "Petites villes de demain" -recrutement d'un chargé de mission	30 000 €	26 250 €	3 750 €
	Subvention ETAT 75% Participation des Communes (50% du reste à charge)	40 000 €	20 000 €	20 000 €
Mobilité	Etude pré-opérationnelle OPAH (public éligible ANAH) subvention 50%	37 500 €		37 500 €
PCAET	Mobilité Renfort opérationnel voies vélos			
	Schéma Directeur Energie renouvelable subvention conseil régional	52 500 €	12 500 €	40 000 €
Voiries d'intérêt communautaire	Programme annuel d'entretien des voiries communautaires recettes FCTVA et subvention département	374 850 €	99 765 €	275 085 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# 3-4 Projets DOB 2022 en proposition d'inscription au budget principal

Budget Principal	PROJETS MARQUANTS EN INVESTISSEMENT	TOTAL DEPENSES	TOTAL RECETTES	BESOIN FINANCEMENT
Affaires générales	Extension siège administratif et Maison France Service : Fin de l'opération en 2022	1 405 572 €	730 990 €	674 582 €
Aménagement	Syndicat Mégalis Bretagne Plan Bretagne Très Haut Débit - Phase 2 déploiement fibre optique 2019-2023 Opérations de Montée en Débit ST DOLAY BILLIERS (solde)	877 465 €	438 733 €	438 733 €
Communication	Site internet	19 215 €	3 152 €	16 063 €
Déchets	Plan de déploiement de Bornes Apport Volontaire semi-enterrées et enterrées	115 000 €	18 865 €	96 135 €
	Renouvellement matériels (bornes aériennes, bacs, composteurs..)	98 000 €	16 076 €	81 924 €
	Réhabilitation extension Déchetterie de Le Gueno et Plateforme déchets verts Dangnan	810 192 €	296 714 €	513 478 €
	Extension consigne de tri	740 000 €	141 390 €	598 610 €
Développement économique	Cession terrain ex SMRF Muzillac 310 000 € (50% Eco et 50% Technique)		310 000 €	-310 000 €
Fauchage débroussaillage	Pass Commerce Artisanat - Aides directes Commerces	74 813 €	36 077 €	38 736 €
	Constitution de réserve foncière pour extension des PA	102 850 €		102 850 €
Gendarmerie Nivillac	Débroussailluse à bras télescopique avec souffleur	60 000 €	9 842 €	50 158 €
	Rénovation énergétique de 10 logements de la Gendarmerie et sécurisation du site	345 000 €	100 000 €	245 000 €
Gens du voyage	Aire d'accueil Muzillac Travaux de remise en état	61 200 €	23 574 €	37 626 €
Mobilité	Aménagement pistes cyclables recettes subventions et FCTVA	735 760 €	457 264 €	278 496 €
SCOT	Révision du SCOT et études complémentaires	208 091 €	71 241 €	136 850 €
Solidarités	Maison de la solidarité Nivillac : Changement des toitures par bac acier et menuiseries	180 000 €	32 808 €	147 192 €
Sports	Etude nouvel équipement aquatique: 50 % en 2022	25 500 €	4 183 €	21 317 €
Tourisme Ports	Subvention commune de Saint Dolay Projet d'aménagement des abords du port de Cran	70 000 €		70 000 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# 3-5 Projets DOB 2022 en proposition d'inscription aux budgets annexes

DOB 2022 BUDGETS ANNEXES EN FONCTIONNEMENT	DEPENSES projets	RECETTES projets	BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT
Budget Annexe Locations immobilières	23 250 €	134 500 €	-111 250 €
Budget annexe SPANC	186 240 €	288 050 €	-101 810 €
Budget annexe Transports scolaires		170 000 €	-170 000 €
Budget annexe Parcs d'activités (A compte de stocks)	806 115 €	1 128 908 €	-322 793 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 015 605 €</b>	<b>1 721 458 €</b>	<b>-705 853 €</b>
<i>Pour mémoire Total DOB 2021</i>	952 689 €	1 260 749 €	-308 060 €

Versement subventions  
d'équilibre par budget  
principal : 300 000 €

## Liste des projets en annexe au DOB

DOB 2022 BUDGETS ANNEXES EN INVESTISSEMENT	DEPENSES projets	RECETTES projets	BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT
Budget Annexe Locations immobilières	30 000 €	732 000 €	-702 000 €
Budget annexe SPANC			0 €
Budget annexe Transports scolaires			0 €
Budget annexe Parcs d'activités (A compte de stocks)	185 000 €		185 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>215 000 €</b>	<b>732 000 €</b>	<b>-517 000 €</b>
<i>Pour mémoire Total DOB 2021</i>	189 914 €	1 181 875 €	-991 961 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE



## 3-6 : Besoins et moyens de financement

### Propositions en matière de fiscalité :

- Augmentation du taux de TEOM de 11,50% à 12% au vu de l'évolution du coût de traitement des déchets.
- Pas de modification des taux de TFPB, TFNB, CFE et du régime des exonérations.
- Maintien du montant 2021 de la taxe GEMAPI : 70 000 €.

### Décisions déjà prises en matière de redevances :

- Pas de modification des tarifs de la Redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères (REOM spéciale professionnels) excepté pour les parts Abonnement calculées au réel.
- Pas de modification des tarifs du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

### Propositions en matière de redevances :

- Augmentation des tarifs de autres redevances de 2%, au vu de la prévision 2022 de l'inflation.

# 3-7 Stratégie 2022 en matière de dette

## Budget Principal : Ré endettement de 1 073 100€

- Proposition : Affectation supplémentaire du résultat de fonctionnement 2021 pour un montant de 1 000 000 € en autofinancement afin de limiter le besoin d'emprunts nouveaux à 1 800 000 €.
- Remboursement du capital de la dette existante au 31/12/2021 : 705 544 €.
- Remboursement du capital emprunts nouveaux 2022 : 21 356 €.

## Budgets annexes : Désendettement de 262 959 €

- Remboursement du capital de la dette : 262 959 €
- Pas de nouveaux prêts.

2022	Capital restant du au 01/01/2022	Prêts nouveaux	Remboursement du capital de la dette	Capital restant du au 31/12/2022	DESENDETTEMENT REENDETTEMENT
Budget Principal	3 536 379 €	1 800 000 €	-726 900 €	4 609 479 €	1 073 100 €
Encours de la dette existante	3 536 379 €		-705 544 €	2 830 835 €	
Prêt financements projets DOB 2022		1 800 000 €	-21 356 €	1 778 644 €	
Budget annexe Locations immobilière	892 375 €	0 €	-78 092 €	814 284 €	-78 092 €
Encours de la dette existante	892 375 €		-78 092 €	814 284 €	
Budget annexe Parcs d'activités	1 536 936 €	0 €	-184 867 €	1 352 069 €	-184 867 €
Encours de la dette existante	1 536 936 €		-184 867 €	1 352 069 €	
<b>58 TOTAL Consolidé</b>	<b>5 965 691 €</b>	<b>1 800 000 €</b>	<b>-989 860 €</b>	<b>6 775 832 €</b>	<b>810 140 €</b>

# 3-8 Recettes et dépenses réelles prévisionnelles 2022

## Budget Principal

Prévision DOB 2022 RRF	Rétrospective		
	2018	2019	2020
Total Recettes Réelles Fonctionnement	16 380 264 €	16 757 554 €	16 399 403 €
Dont Recettes courantes	16 033 693 €	16 456 649 €	15 889 693 €
Dont Recettes Projets DOB	346 571 €	300 905 €	509 710 €
			605 928 €

Prospective
DOB 2022
17 285 573 €
16 732 148 €
553 426 €

Prévision DOB 2022 DRF	Rétrospective		
	2018	2019	2020
Total Dépenses Réelles Fonctionnement	14 165 616 €	13 583 869 €	13 566 368 €
Dont Dépenses Courantes	13 092 062 €	12 605 115 €	12 261 219 €
Dont Dépenses Projets DOB	1 073 554 €	978 754 €	1 305 150 €
			1 330 435 €

Prospective
DOB 2022
16 418 711 €
13 745 807 €
2 672 905 €

CAF BRUTE	2 214 648 €	3 173 685 €	2 833 034 €	2 561 830 €
CAF Brute en % des RRF (15%)	14	19	17	15

866 862 €
5

Remboursement capital de la dette	1 639 805 €	956 843 €	1 036 159 €	764 143 €
Dont Capital de la dette existante	1 639 805 €	956 843 €	1 036 159 €	764 143 €
Dont Emprunts nouveaux DOB	0 €	0 €	0 €	0 €

727 356 €
706 000 €
21 356 €

CAF NETTE	574 843 €	2 216 842 €	1 796 875 €	1 797 687 €
CAF Nette en % RRF (5 à 7%)	4	13	11	10

139 506 €
1

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

Prévision DOB 2022 RRI	Rétrospective				Prospective DOB 2022
	2018	2019	2020	2021	
Total Recettes Réelles Investissement	1 19 534 €	6 41 385 €	7 08 342 €	2 121 475 €	4 531 048 €
Dont Recettes Courantes	42 701 €	42 979 €	43 323 €	43 627 €	44 000 €
Dont Recettes Projets DOB	76 833 €	598 406 €	665 019 €	2 077 848 €	4 487 048 €

Prévision DOB 2022 DRI	Rétrospective				Prospective DOB 2022
	2018	2019	2020	2021	
Total Dépenses Réelles Investissement	2 578 991 €	2 910 493 €	3 015 363 €	4 976 888 €	7 272 763 €
Dont Dépenses Courantes	1 636 382 €	817 494 €	797 775 €	764 143 €	707 000 €
Dont Dépenses Projet DOB	942 609 €	2 092 999 €	2 217 588 €	4 212 745 €	6 565 763 €

<b>FONDS DE ROULEMENT DEBUT EXERCICE (001, 002 et 1068)</b>	<b>3 494 096 €</b>	<b>3 278 173 €</b>	<b>4 238 381 €</b>	<b>4 930 631 €</b>	<b>4 742 324 €</b>
---	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

775 Produits des cessions RF	40 036 €	59 131 €	166 237 €	105 276 €	331 500 €
78 Reprises sur provisions	0 €	11 850 €	0 €	0 €	15 000 €
68 Dotations aux provision DF	11 150 €	15 350 €	0 €	0 €	30 500 €

<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-215 923 €</b>	<b>960 208 €</b>	<b>692 250 €</b>	<b>-188 307 €</b>	<b>-1 558 854 €</b>
-------------------------------	-------------------	------------------	------------------	-------------------	---------------------

<b>FONDS DE ROULEMENT FIN EXERCICE (001, 002 et 1068)</b>	<b>3 278 173 €</b>	<b>4 238 381 €</b>	<b>4 930 631 €</b>	<b>4 742 324 €</b>	<b>3 183 470 €</b>
<b>Fonds de roulement / DRF en %</b>	<b>23,14</b>	<b>31,20</b>	<b>36,34</b>	<b>32,49</b>	<b>19,39</b>

# Détail des Recettes Réelles de Fonctionnement

Prévision DOB 2022 RRF	Rétrospective				Prospective DOB 2022
	2018	2019	2020	2021	
013 Atténuation de charges	216 201 €	96 040 €	116 821 €	89 138 €	80 000 €
70 Produits des services	1 674 760 €	1 512 457 €	1 018 889 €	1 422 926 €	1 408 126 €
70 Produits des services Courant	1 475 116 €	1 506 848 €	1 003 889 €	1 380 516 €	1 408 126 €
70 Produits des services DOB	199 644 €	5 609 €	15 001 €	42 410 €	
73 et 731 Impôts taxes et fiscalité locale	11 080 083 €	11 668 813 €	11 755 543 €	12 103 245 €	12 241 762 €
73 Impôts et taxes courant	11 080 083 €	11 567 485 €	11 654 072 €	12 001 727 €	12 241 762 €
73 Impôts et taxe DOB		101 328 €	101 471 €	101 518 €	
74 Dotations	3 177 460 €	3 157 034 €	3 108 578 €	3 104 787 €	2 795 623 €
74 Dotations courant	3 036 747 €	2 995 202 €	2 859 998 €	2 852 677 €	2 795 623 €
74 Dotations DOB	140 713 €	161 832 €	248 580 €	252 110 €	
75 Autres Produits de gestion courante	198 899 €	252 280 €	209 324 €	389 111 €	175 637 €
75 Autres Produits de gestion courante courant	198 899 €	252 280 €	209 324 €	179 221 €	175 637 €
75 Autres Produits de gestion courante DOB				209 890 €	
76 Produits financiers	12 802 €	18 382 €	11 355 €	10 659 €	11 000 €
77 Produits spécifiques (hors 775)	20 059 €	52 548 €	178 893 €	39 458 €	20 000 €
77 Produits spécifiques (hors 775) courant	13 845 €	20 412 €	34 234 €	39 458 €	20 000 €
77 Produits spécifiques (hors 775) DOB	6 214 €	32 136 €	144 659 €		
<b>Total Recettes Réelles Fonctionnement</b>	<b>16 380 264 €</b>	<b>16 757 554 €</b>	<b>16 399 403 €</b>	<b>17 159 324 €</b>	<b>17 285 573 €</b>
<i>Evolution n-1</i>		<b>2,30</b>	<b>-2,14</b>	<b>4,63</b>	<b>0,74</b>
<b>Dont Recettes courantes</b>	<b>16 033 693 €</b>	<b>16 456 649 €</b>	<b>15 889 693 €</b>	<b>16 553 396 €</b>	<b>16 732 148 €</b>
<b>Dont Recettes Projets DOB</b>	<b>346 571 €</b>	<b>300 905 €</b>	<b>509 710 €</b>	<b>605 928 €</b>	<b>553 426 €</b>

Envoyé en préfecture le 04/04/2022  
 Reçu en préfecture le 04/04/2022  
 Affiché le  
 ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# Détail des Dépenses Réelles de Fonctionnement

Prévision DOB 2022 DRF	Rétrospective				Prospective DOB 2022
	2018	2019	2020	2021	
011 Charges à caractère général	4 176 238 €	4 096 408 €	3 962 870 €	4 373 440 €	3 842 488 €
011 Charges à caractère général courant	3 626 547 €	3 461 095 €	3 213 322 €	3 659 512 €	3 842 488 €
011 Charges à caractère général DOB	549 691 €	635 313 €	749 548 €	713 928 €	
012 Charges de personnel	3 489 911 €	3 072 425 €	2 975 066 €	3 150 435 €	3 176 786 €
012 Charges de personnel Courant	3 437 441 €	2 997 435 €	2 870 808 €	3 084 258 €	3 176 786 €
012 Charges de personnel DOB	52 470 €	74 990 €	104 258 €	66 177 €	
014 Atténuation de produit	3 158 323 €	3 152 026 €	3 174 990 €	3 235 520 €	3 297 816 €
014 Atténuation de produit Courant	3 158 323 €	3 181 670 €	3 203 483 €	3 265 164 €	3 297 816 €
014 Atténuation de produit DOB		-29 644 €	-28 493 €	-29 644 €	
65 Autres charges de gestion courante	2 951 557 €	3 096 086 €	3 324 631 €	3 719 705 €	3 296 718 €
65 Autres charges de gestion courante Courant	2 681 686 €	2 797 991 €	2 844 794 €	3 139 731 €	3 296 718 €
65 Autres charges de gestion courante DOB	269 871 €	298 095 €	479 837 €	579 974 €	
66 Charges financières	177 801 €	153 880 €	128 812 €	103 699 €	97 000 €
66 Charges financières Courant (dette 2021)	177 801 €	153 880 €	128 812 €	103 699 €	97 000 €
66 Charges financière DOB (nouveaux prêts)					
67 Charges spécifiques	211 787 €	13 044 €	0 €	14 695 €	
67 Charges spécifiques Courant	10 265 €	13 044 €		14 695 €	
67 Charges spécifiques DOB	201 522 €				
<b>Total Dépenses Réelles Fonctionnement</b>	<b>14 165 616 €</b>	<b>13 583 869 €</b>	<b>13 566 368 €</b>	<b>14 597 494 €</b>	<b>16 418 711 €</b>
<i>Evolution n-1</i>		<i>-4,11</i>	<i>-0,13</i>	<i>7,60</i>	<i>12,48</i>
<b>Dont Dépenses Courantes</b>	<b>13 092 062 €</b>	<b>12 605 115 €</b>	<b>12 261 219 €</b>	<b>13 267 059 €</b>	<b>13 745 807 €</b>
<b>Dont Dépenses Projets DOB</b>	<b>1 073 554 €</b>	<b>978 754 €</b>	<b>1 305 150 €</b>	<b>1 330 435 €</b>	<b>2 672 905 €</b>

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

# Détail des Recettes et Dépenses Réelles d'Investissement

Prévision DOB 2022 RRI	Rétrospective				Prospective DOB 2022
	2018	2019	2020	2021	
10 Dotations fonds divers (hors 1068)	32 262 €	134 422 €	120 836 €	324 910 €	
13 Subventions d'investissement	44 496 €	463 790 €	540 983 €	882 018 €	
204 Subventions équipement versées					2 687 048 €
21 Immobilisations corporelles		194 €			
23 Immobilisations en cours					
27 Autres immobilisations financières DOB			3 200 €	870 920 €	
16 Emprunts	75 €	0 €	0 €	0 €	1 800 000 €
27 Autres immobilisations financières	42 701 €	42 979 €	43 323 €	43 627 €	44 000 €
<b>Total Recettes Réelles Investissement</b>	<b>119 534 €</b>	<b>641 385 €</b>	<b>708 342 €</b>	<b>2 121 475 €</b>	<b>4 531 048 €</b>
<i>Evolution n-1</i>		<b>436,57</b>	<b>10,44</b>	<b>199,50</b>	<b>113,58</b>
Dont Recettes Courantes	42 701 €	42 979 €	43 323 €	43 627 €	44 000 €
Dont Recettes Projets DOB	76 833 €	598 406 €	665 019 €	2 077 848 €	4 487 048 €

Prévision DOB 2022 DRI	Rétrospective				Prospective DOB 2022
	2018	2019	2020	2021	
13 Subventions d'investissement	2 519 €				
16 Emprunts Courant Capital de la dette	1 636 382 €	817 494 €	797 775 €	764 143 €	706 000 €
16 Emprunts nouveaux DOB					21 356 €
20 Immobilisations incorporelles					
204 Subventions équipement versées	940 090 €	1 792 999 €	1 889 646 €	4 212 745 €	6 565 763 €
21 Immobilisations corporelles					
23 Immobilisations en cours					
26 Participations et créances					1 000 €
27 Autres immo financières budget annexe		300 000 €	327 942 €		
<b>Total Dépenses Réelles Investissement</b>	<b>2 578 991 €</b>	<b>2 910 493 €</b>	<b>3 015 363 €</b>	<b>4 976 888 €</b>	<b>7 272 763 €</b>
<i>Evolution n-1</i>		<b>12,85</b>	<b>3,60</b>	<b>65,05</b>	<b>46,13</b>
Dont Dépenses Courantes	1 636 382 €	817 494 €	797 775 €	764 143 €	707 000 €
Dont Dépenses Projet DOB	942 609 €	2 092 999 €	2 217 588 €	4 212 745 €	6 565 763 €

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le

ID : 056-200027027-20220329-DELIB\_33\_2022-DE

<b>FONDS DE ROULEMENT DEBUT EXERCICE (001, 002 et 1068)</b>	<b>3 494 096 €</b>	<b>3 278 173 €</b>	<b>4 238 381 €</b>	<b>4 930 631 €</b>	<b>4 742 324 €</b>
<i>Evolution n-1</i>		<b>-6,18</b>	<b>29,29</b>	<b>16,33</b>	<b>-3,82</b>
775 Produits des cessions RF	40 036 €	59 131 €	166 237 €	105 276 €	331 500 €
78 Reprises sur provisions	0 €	11 850 €	0 €	0 €	15 000 €
68 Dotations aux provision DF	11 150 €	15 350 €	0 €	0 €	30 500 €
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-215 923 €</b>	<b>960 208 €</b>	<b>692 250 €</b>	<b>-188 307 €</b>	<b>-1 558 854 €</b>
<i>Evolution n-1</i>		<b>-544,70</b>	<b>-27,91</b>	<b>-127,20</b>	<b>727,83</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT FIN EXERCICE (001, 002 et 1068)</b>	<b>3 278 173 €</b>	<b>4 238 381 €</b>	<b>4 930 631 €</b>	<b>4 742 324 €</b>	<b>3 183 470 €</b>